UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

La problématique du financement du déficit budgétaire et ses effets sur la croissance économique du Burundi (1975 -1995)

Kahise, Honorine; Muhorakeye, Joselyne; Sous la Direction de : Monsieur Jean Ndenzako

1999-03
UB, FSEA
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/2231

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET ADMINISTRATIVES

LA PROBLEMATIQUE DU FINANCEMENT DU DEFICIT BUDGETAIRE ET SES EFFETS SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE DU BURUNDI (1975-1995)

Par
KAHISE Honorine
et
MUHORAKEYE Josiane

Sous la Direction de :

Monsieur Jean NDENZAKO

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du grade de Licencié en Sciences Economiques et Administratives.

Option : Economie Politique.

Bujumbura, Mars 1999.

DEDICACE.

A nos regrettés oncles, NSUMIZI J. et BANKINEZA P.
A toi mon cher époux, pour votre amour et votre patience,
A vous mes chers grand-parents,
A vous mes chers parents, pour tous les efforts et sacrifices consentis à mon éducation,
A vous mes frères et soeurs,
A toute ma famillle,
A tous et à chacun qui se soucie de notre avenir,
Nous dédions ce mémoire.

KAHISE Honorine

A nos regrettés chers mère et frère,
A notre cher époux,
A nos enfants AMAURY, OCEANNE MAÏTE
A notre cher père,
A nos frères et soeur,
Aux familles BAZIKAMWE Athanase, BIGENDAKO Marie-Josée, KARENZO Thérèse et NTANDIKIYE Anselme, pour leur soutien permanent et inconditionnel,
A tous ceux qui nous sont chers,
Nous dédions ce mémoire

MUHORAKEYE Josiane.

REMERCIEMENTS.

Bien que ce travail ait été le fruit de nos efforts, il aura fallu le concours de plusieurs personnes pour être mené à bon port. Que toute personne qui de près ou de loin ait contribué à sa réalisation trouve ici l'expression de notre gratitude .

Nos remerciements s'adressent plus particulièrement à Monsieur Jean NDENZAKO, chercheur professionnel à l'IDEC, qui en dépit de ses multiples prestations a suivi avec intérêt l'évolution de notre travail. Qu'il trouve ici l'expression de toute notre gratitude pour ses encouragements et ses conseils.

Nos remerciements s'adressent également à tout le corps professoral de la FSEA pour les connaissances transférées.

Nous profitons de la même occasion pour remercier les responsables des services de la BRB, du Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction,qui ont bien voulu nous accorder l'accès à leurs documents.

Nos sincères remerciements vont également à l'endroit de nos parents, nos frères et soeurs ainsi que nos amis pour nous avoir toujours soutenues et encouragées.

Notre ingratitude serait sans pareil si nous oublions de remercier nos maris qui, du début à la fin de notre formation à la FSEA , n'ont cessé de nous apporter non seulement un soutien moral indispensable, mais aussi ont su nous comprendre chaque fois que,au profit de cette formation, nous nous sommes soustraits à des obligations sociales.

Que tous et chacun trouvent ici, l'expression de notre profonde gratitude.

TABLE DES MATIERES.

- DEDICACE..... I
- REMERCIEMENTS..... II
- TABLE DES MATIERES..... III
- LISTE DES TABLEAUX..... VI
- LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES..... VII

0.1. Intérêt du sujet..... 1

0.2. Problématique..... 2

0.3. Hypothèses du travail..... 3

0.4. Méthodologie..... 3

0.5. Délimitation du sujet..... 4

0.6. Articulation du travail..... 5

CHAPITRE I LA PROBLEMATIQUE DU FINANCEMENT PUBLIC..... 6

section I: Le cadre général du budget de l'Etat..... 7

I.1. Le budget de l'Etat..... 7

I.2. Les principes du droit budgétaire..... 8

I.3. La structure du budget..... 10

section II: Les fondements théoriques..... 12

II.1. La conception du déficit budgétaire..... 13

II.1.1. Le point de vue des classiques..... 13

II.1.2. Le point de vue keynésien..... 15

II.1.3. Le point de vue des Tiers-mondistes..... 19

II.1.4. Le principe d'équivalence barro-ricardienne..... 20

section III : Aperçu des sources et méthodes de financement du déficit budgétaire..... 22

III.1. Les sources de financement..... 22
III.2. Les modalités de financement du déficit budgétaire..... 24
III.2.1. La création monétaire..... 24
III.2.2. L'impôt..... 25
III.2.3. L'emprunt..... 26

CHAPITRE II: EVOLUTION DU FINANCEMENT DU DEFICIT BUDGETAIRE..... 33

sectionI: Evolution du déficit des finances publiques (1975-1995).... 34

I.1. Evolution du déficit budgétaire (1975-1980)..... 35
I.2. Evolution du déficit budgétaire (1981-1985)..... 38
I.3. Evolution du déficit budgétaire (1986-1990)..... 44
I.4. Evolution du déficit budgétaire (1991-1995)..... 48

Section II : Le financement du déficit budgétaire 51
II.1. Définition..... 52
II.2. Financement intérieur..... 53
II.2.1. Le financement par la création monétaire..... 53
II.2.2. Financement par l'impôt..... 57
II.2.3. Financement par emprunt..... 58
II.3. Financement extérieur..... 59
II.3.1. Les tirages sur emprunts extérieurs..... 59
II.3.2. Les investissements directs étrangers..... 60
II.3.3. Les dons..... 61
II.4. Le rôle respectif des dépenses et des recettes dans la réduction du déficit budgétaire..... 62
II.5. La part de chaque type de financement dans le financement total du déficit budgétaire..... 64

CHAPITRE III: ESTIMATION ECONOMETRIQUE..... 66

Section I : Le modèle théorique d'analyse..... 66

Section II : Spécification des variables..... 67

Section III : Estimation du modèle de croissance économique... 74

Conclusion et Recommandations..... 80

LISTE DES TABLEAUX.

T1) Evolution des soldes budgétaires de 1975 à 1980 (les paiements en millions de Fbu courants).

T2) Evolution des soldes budgétaires de 1981 à 1985 (Les paiements en millions de Fbu courants).

T3) Opérations de Trésorerie 1981 à1985 en millions de BIF.

T4) Evolution du solde budgétaire et de la dette extérieure au BURUNDI (1975-1995).

T5) Evolution des soldes budgétaires de 1986 à 1990 (en millions de Fbu courants).

T6) Evolution des soldes budgétaires de 1991 à1995 (en millions de Fbu).

T7) Epargne de l'administration de 1980 à 1987 (en millions de Fbu).

T8) Epargne de l'administration de 1988 à1995 (en millions de Fbu).

T9) Financement du déficit (en millions de Fbu).

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES.

BEI : Budget extraordinaire d'investissement .

BO : Budget ordinaire ou de fonctionnement.

BOB : Bulletin officiel du BURUNDI.

BRB : Banque de la République du BURUNDI.

CAS : Crédit d'ajustement structurel.

CT : Court terme.

DTS : Droits de tirages spéciaux.

DW : Durbin-Watson.

FSEA: Faculté des Sciences Economiques et Administratives.

IDEC: Institut de Développement Economique.

IS : Investiment saving (courbe de demande des biens et services).

LM : Liquidity Money (courbe de l'offre de la monnaie).

LT : Long terme.

MPDR : Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction.
OCDE : Organisation pour la Coopération de Développement Economique.
Op.Cit : Opere Citato (Ouvrage déjà cité).
P : Page
PAS : Programme d'Ajustement Structurel.
PNB : Produit National Brut.
PIB : Produit Intérieur Brut.
PVD : Pays en Voie de Développement.
STABEX : Stabilisation des recettes d'exportation.
Dm :Deutsche Mark.
$: Dollar.
Fbu : Franc burundais.
FF : Franc français.
£ : Livre sterling.
% : Pourcentage.

0.1. Intérêt du sujet.

Dans tous les pays du monde, les finances publiques occupent une place de choix dans la gestion des affaires publiques. "Gouverner a-t-on dit, c'est dépenser"[1]. L'Etat a besoin des sommes considérables pour remplir sa mission: il doit assurer le fonctionnement des services publics, organiser la défense nationale, diffuser l'instruction, effectuer des travaux publics, accorder des subventions aux collectivités qu'il entend promouvoir: santé publique, agriculture, éducation, sécurité sociale...

Bref, il intervient dans tous les domaines de la vie nationale et toutes ces interventions provoquent des dépenses publiques. Le problème de base des finances publiques est donc d'assurer le financement des activités de l'Etat.

En effet, la politique budgétaire constitue sans nul doute la plus grande préoccupation des autorités de tous les pays quel que soit le niveau de développement atteint.

Ce sujet est d'autant plus actuel que la récession touche tous les pays et se montre plus aigüe dans les pays en voie de développement. L'utilisation des dépenses et recetttes publiques pour modifier l'équilibre global de l'économie constitue depuis près de cinquante ans une dimension des choix budgétaires. Le financement du déficit budgétaire doit s'inscrire dans le cadre des mesures de politique budgétaire et monétaire visant à accroître la production et la productivité.

Le choix d'un mode de financement des dépenses publiques dépend du niveau du produit intérieur brut (PIB). L'influence de tel ou tel autre mode de financement sur la croissance du PIB, qu'elle soit positive ou négative permet de déterminer quel type de financement à adopter.

---

[1] Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction : Séminaire sur l'introduction au cadrage Macro-économique . Bujumbura, 19 et 20 Décembre 1996 p.16.

De ce fait, dans le but d'améliorer la situation budgétaire, on jugera bon de changer le mode de financement ou essayer alternativement d'autres mesures budgétaires en vue d'accroître les recettes ou comprimer les dépenses publiques. Comme le domaine budgétaire est très vaste, nous concentrons nos efforts sur la "problèmatique du financement du déficit budgétaire et ses effets sur la croissance économique."

En outre, nul n'ignore que le but poursuivi par les Etats dans l'exercice de financer le déficit budgétaire est la recherche de l'amélioration des conditions de vie souhaitées par l'ensemble de la population; par l'élaboration d'un ensemble harmonieux de changements des structures productives et sociales des Etats concernés.

C'est pourquoi nous avons été intéressées par l'analyse de la problématique du financement du déficit budgétaire de l'Etat et ses effets .

Notre travail consistera à questionner les différentes théories et à trouver un mode de financement propice à permettre une croissance soutenue en traitant le cas précis du BURUNDI.

0.2. Problématique.

Dans plusieurs pays, une analyse approfondie des économistes fait remarquer que les dépenses sont supérieures aux recettes, ce qui occasionne par conséquent un déficit budgétaire plus ou moins chronique.

De ce point de vue, une politique de relance de l'activité économique par le déficit budgétaire présentera-t-elle des faits positifs?

Dans cette optique, certains décideurs politiques soutiennent que le financement du déficit serait un outil pour promouvoir la croissance économique des pays en voie de développement. En réalisant cette politique budgétaire, celle-ci aiderait ces pays à investir dans plusieurs projets de

développement économique. Dès lors que le déficit devient une réalité quotidienne, l'essentiel du problème reste de savoir s'il existe une corrélation positive entre le déficit et la croissance pour le cas précis du BURUNDI.

0.3. Hypothèses de travail.

Hypothèse n°1: Dans la plupart des pays en voie de développement, de très grands déficits budgétaires ont coïncidé avec des dépenses gouvernementales de gaspillage, de lourdes bureaucraties et d'autres politiques économiques non productives. Est-ce le même cas pour le BURUNDI?

Hypothèse n°2: Pendant et après la grande dépression, J.M.Keynes soutient que les déficits budgétaires gouvernementaux constituent une des mesures de redressement pour combattre la baisse de l'économie et d'éliminer le chômage. Peut-on affirmer que les déficits stimulent de façon significative l'activité économique?

0.4. Méthodologie.

Comme méthodologie, nous allons faire une analyse descriptive et une estimation économétrique. De ce fait, il nous a paru nécessaire de mener notre recherche en deux temps:

D'une part, l'analyse des livres et revues à la bibliothèque de la F.S.E.A, nous a permis de tracer le cadre du travail. L'assimilation de ces informations grâce à la lecture nous a mené à fixer un plan plus cohérent. A ce propos, en dehors des ouvrages généraux d'analyse économique dans lesquels les arguments théoriques ont été puisés, ce sont surtout les revues et périodiques

récents qui ont été utilisés. D'autres références non disponibles à la faculté, mais se trouvant dans certains centres de documentation nous ont aidé à rédiger ce travail.

D'autre part, à la suite de notre analyse documentaire, la collecte des informations dans différents services ministériels, les rapports de ces différents ministères et surtout "l'Economie Burundaise" nous fourniront des statistiques pour voir réellement l'évolution du financement du déficit et surtout pour appuyer les différents aspects théoriques sur le thème traité.

0.5. Délimitation du sujet.

En voulant analyser la problématique du financement du déficit budgétaire de l'Etat et ses effets sur la croissance au BURUNDI dans le cadre d'un mémoire nécessitant autant que faire se peut, une délimitation dans l'espace et dans le temps. Notre thème est en général axé sur le BURUNDI à l'exception de certaines notions et certains concepts d'ordre théorique qui nous serviront de base essentielle de référence.

Compte tenu de la complexité des données que notre sujet fait apparaître, nous avons jugé bon d'étendre notre étude sur les 21ans de la période (1975-1995).

0.6. Articulation du travail.

Notre sujet se subdivisera en trois chapitres:

1. Le premier chapitre analysera les considérations théoriques keynésiennes, classiques, néoclassiques ainsi que le principe de l'équivalence barro-ricardienne. Ce chapitre aura pour titre la problématique du financement public.
2. Le deuxième chapitre traîtera l'évolution du déficit budgétaire de l'Etat à travers le financement interne et externe.
3. Le troisième chapitre montrera les effets du déficit budgétaire de l'Etat sur la croissance économique à travers l'estimation d'un modèle économétrique.

Une conclusion générale dans laquelle nous présenteront la synthèse des analyses faites, nos suggestions et recommandations clôtureront notre travail.

CHAPITRE I: LA PROBLEMATIQUE DU FINANCEMENT PUBLIC.

L'ampleur des déficits ou des surplus budgétaires est un indicateur important de l'impact de la politique budgétaire sur l'économie. En effet, l'un des problèmes les plus difficiles qui se posent aux pays en voie de développement est d'équilibrer un budget gonflé par le coût du développement lui-même. Ce problème est aggravé à la fois par la lenteur avec laquelle les recettes augmentent et par les difficultés rencontrées sur le plan technique pour restreindre les dépenses.

Alors que chacun des pays en voie de développement se distingue des autres par son histoire et ses traditions et par une structure institutionnelle et sociale qui lui est propre, un grand nombre d'entre eux ont en commun certains problèmes qui les empêchent de se développer aussi rapidement qu'ils le pourraient.

Parmi ces problèmes deux des plus persistants sont l'inflation et les déficits de la balance des payements dont l'origine se rattache bien souvent aux déficits budgétaire du gouvernement central ou quelque fois aux déficits de l'ensemble du secteur public. Quoique certains pays en voie de développement aient fait de gros efforts pour améliorer leur régime fiscal et leur système budgétaire, la plupart de ceux qui ont bénéficié de l'aide du Fonds pour la réalisation de programmes de stabilisation que ce soit sous forme de tirages ou de lignes de crédit "stand- by" étaient en proie au moment où l'aide du Fonds leur fut accordée, à de graves difficultés financières. L'analyse dont il est question dans notre travail, va revisiter les politiques budgétaires mises en oeuvre par le gouvernement burundais depuis la période (1975-1995), les résultats obtenus ainsi que ses effets. Après cette brève introduction, nous présenterons successivement le cadre général du budget de l'Etat, les fondements théoriques et empiriques à la gestion des politiques publiques de stabilisation.

Section I: Le cadre général du budget de l'Etat.

Dans cette section, nous allons nous poser la question suivante: "En quoi et dans quelle mesure le budget de l'Etat peut-il constituer un instrument de politique économique?" Quelle que soit la problématique choisie, il convient de toute façon d'examiner les différentes formes de l'action budgétaire et d'en évaluer leur portée .

I.1. Le budget de l'Etat.

Le mot budget dérivait d'un vieux mot français "bougette"et devenu anglo-saxon, il désignait la pochette dans laquelle le chancelier de l'Echiquier (Ministre britannique des finances) mettait ses documents financiers.[2]

Dans le sens courant, la notion de budget évoque l'idée d'un document traduisant un plan d'action annuel dans le domaine financier. L'idée de prévision ne suffit pas pour exprimer la notion de budget, elle doit être complétée par la notion d'autorisation par l'autorité qui détient le pouvoir budgétaire. C'est ainsi qu'on parle du budget de l'Etat, du budget d'un ministère, du budget d'une entreprise et même du budget d'un ménage.

Le budget de l'Etat comprend l'ensemble des recettes et des dépenses du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux du trésor. Ce dernier peut être envisagés sous trois angles complémentaires. On peut s'intéresser:

- au poids des dépenses et des recettes du budget de l'Etat par rapport au PIB;
- au niveau du solde budgétaire: différence entre les dépenses et les recettes;
- à la structure des dépenses et recettes budgétaires.

---

[2] NDABAMBARIRE.S, Cours des Finances Publiques, Année académique 1986-1987,U.B

I.2. Les principes du droit budgétaire.

Le budget de l'Etat est un ensemble de documents qui sont élaborés par l'exécutif, c'est-à-dire le gouvernement. Celui-ci le prépare comme il l'entend avec l'aide de son administration mais il doit le faire dans le respect des règles qui lui sont imposées par la constitution d'une part, et par des lois générales sur la comptabilité de l'Etat émanant du parlement d'autre part.

Avant d'exposer ces principes budgétaires, nous commençons à définir quelques termes utilisés dans l'élaboration d'un budget.

Nous constatons que les opérations budgétaires tant de recettes que de dépenses peuvent être classées de diverses manières. Une distinction fondamentale est appliquée à toutes les opérations les caractérisant soit comme opérations courantes soit comme opérations en capital.

On appelle opération en capital, celle qui influence la structure du patrimoine de l'Etat sans en modifier la hauteur tandis que les opérations courantes sont toutes celles qui ne vérifient pas la définition des opérations en capital.

La distinction ainsi introduite est donc fondée sur l'impact patrimonial des opérations :

Une opération courante accroît (en cas de recettes) ou diminue (en cas de dépenses) le patrimoine de l'Etat.

A titre d'exemple, nous constatons que le produit d'un impôt est une opération de recettes courantes : l'Etat voit en effet son patrimoine (en espèce) s'accroître du montant de son produit. En revanche une opération de capital transforme une partie de ce patrimoine d'une forme d'actif en une autre.

En effet, nous savons que les principes du droit budgétaire servent d'une part à mieux comprendre et interpréter les textes existants et d'autre part à servir d'inspiration de la conception de nouvelles procédures et des réformes.

C'est pourquoi nous exposons ces principes:

-l'annualité

-l'universalité

-la spécialité

-la publicité.

- L'annualité budgétaire.

L'annualité est une règle en vertu de laquelle le budget est approuvé et rendu exécutoire chaque année avant l'ouverture de l'exercice. Le budget ne peut prévoir que les seuls besoins de l'année à venir à savoir les recettes à percevoir et les dépenses à effectuer au cours de l'exercice budgétaire. Pour le BURUNDI et d'autres pays, la loi prévoit que l'année budgétaire doit correspondre à l'année civile.

- L'universalité.

C'est une règle en vertu de laquelle toutes les dépenses et toutes les recettes doivent figurer au budget et dans les comptes sans qu'il y ait compensation entre elles. La conséquence de cette règle est" la non-affectation des recettes". C'est-à-dire que celles-ci ne peuvent être réservées qu'au paiement d'une catégorie donnée des dépenses. Néanmoins, dans le cadre du budget d'investissement, il arrive qu'une catégorie de recettes soit exclusivement réservée à des dépenses déterminées. Certains services décentralisés et collectivités locales constituent également une exception au principe de l'universalité, dans la mesure où leurs budgets sont publiés sous forme de "budgets annexes" et peuvent effectuer des opérations de façon autonome.

- La spécialité budgétaire.

Elle stipule que les recettes et les dépenses soient inscrites au budget d'une manière détaillée quant à leur nature, leur destination et leur montant, afin de permettre leur identification précise.
Cette règle interdit donc qu'un crédit prévu pour une dépense soit employé à un autre objet.

- La publicité du budget.

L'énoncé du principe est simple: "le budget doit être rendu public". Ceci est matérialisé par le fait que le budget est une loi. Dès lors, comme toutes les lois que vote le parlement, le budget devrait être publié dans un journal officiel de l'Etat .

I.3. La structure du budget.

Le budget général de l'Etat est composé par deux sortes de budget:

1° Le budget ordinaire (B.O) ou de fonctionnement.

2° Le budget extraordinaire et d'investissement (B.E.I).

Le budget extraordinaire et d'investissement est réservé aux dépenses d'investissement public tandis que le budget ordinaire couvre principalement les dépenses courantes et les autres charges récurrentes découlant de ces investissements fixes.

Généralement, le budget ordinaire retrace l'ensemble des recettes et des dépenses de fonctionnement des administrations de l'Etat. Il connaît plusieurs classifications :

D'abord, une classification fonctionnelle basée sur les différentes fonctions représentatives des domaines dans lesquels l'Etat exerce son action et les buts qu'il s'efforce d'atteindre (les services généraux, l'action sociale, etc.)
Ensuite une classification économique qui met l'accent sur l'intérêt économique des dépenses. Et enfin une combinaison des deux classifications afin d'avoir "un budget des recettes et des dépenses ordinaires de la République du BURUNDI."[3]

Quant au budget extraordinaire et d'investissement, il représente par ministère et quelque fois par département et par projet, le montant des dépenses financées par l'Etat. Ce montant correspond dans la plupart des cas à la contrepartie nationale, aux projets de développement économique et social; la majorité des projets recevant un financement extérieur.

En dehors des opérations de recettes et de dépenses exécutées conformément aux dispositions budgétaires qui les prévoient et les autorisent, les comptables publics manipulent des fonds à des titres divers. Ces fonds sont enregistrés dans le budget pour ordre qui est un document comptable énumérant les opérations à effectuer pour le compte des tiers des services spécialisés.

Sur le plan de la gestion de la chose publique, l'année 1989 a été une année de lancement d'une importante réforme du système budgétaire et visant à introduire une plus grande transparence dans la gestion des comptes de l'administration centrale. C'est dans le cadre de cette réforme qu'il y a eu naissance en 1992 d'un budget unifié. Au lieu d'analyser les recettes et les dépenses budget par budget (B.O et B.E.I), on utilisera une approche plus exhaustive englobant, en plus des recettes et dépenses sur le budget ordinaire (B.O) et le budget extraordinaire et d'investissement (B.E.I), toutes les opérations faites en dehors de ces budgets, que ce soient sur les prêts extérieurs,

[3] Loi budgétaire 1988, p.1

sur les transferts en capital provenant de l'extérieur ou encore sur les fonds de contrepartie constitués par les aides à la balance des paiements.[4]

Section II: Les fondements théoriques.

La politique budgétaire se base sur deux volets qui sont les dépenses publiques et la fiscalité.

Comme les autres composantes de la politique économique, elle a pour objectif de permettre une croissance économique aussi forte et équilibrée que possible. Sa spécificité tient aux instruments qu'elle utilise: variation des soldes et (ou) des masses budgétaires, modalités de financement des déficits publics (création monétaire ou recours à divers types d'emprunts), alignement ou alourdissement des prélèvements obligatoires, etc.

L'utilisation des dépenses et des recettes publiques pour modifier l'équilibre global de l'économie constitue l'objet de la politique budgétaire. Longtemps entendue comme le maniement du niveau ou de la structure des dépenses, elle y a associé de manière croissante dans le temps celui du niveau de l'impôt et de ses taux, soit pour stimuler l'investissement, soit pour tenter de diminuer le montant des prélèvements obligatoires. L'utilisation de l'instrument budgétaire dont l'examen montre que les effets attendus sont fort sensibles aux caractéristiques de départ de l'économie.

Une tentative de rétablissement de l'équilibre budgétaire équivaut à avoir les dépenses égales aux recettes budgétaires ou tout moins avoir un volume de recettes qui excède celui des dépenses.

Malheureusement, la réalité nous montre que le monde économique ne connaît que des cas de déséquilibre budgétaire. Il ya cependant une vive contreverse

[4] Ministère du plan, Economie Burundaise 1989, p.63.

dans la littérature quant aux effets nets et partant le rôle du déficit budgétaire comme instrument de promotion de la croissance et du dévéloppement. Des points de vue divergents parmi les économistes sur la conception du déficit budgétaire ont fait l'objet d'une littérature variée.

Analysons cette brève revue sur la littérature.

II.1. La conception du déficit budgétaire.

L'équilibre budgétaire demeure au plan des intentions l'une des conditions essentielles. Il doit être systématiquement recherché dans une économie en croissance.

II.1.1. Le point de vue des classiques.

Les Economistes classiques transposaient dans les finances publiques le principe élémentaire des finances privées selon lequel, on ne doit pas dépenser plus qu'on encaisse sous peine de courir à la ruine. Pour eux, il n'est pas logique de vivre au dessus de ses moyens. C'est pourquoi le principe de l'équilibre budgétaire constitue la règle d'or de la gestion du budget. Les classiques voyaient dans le déficit budgétaire un double danger: le danger de banqueroute et le danger d'inflation.

Il y a danger de banqueroute dans le cas où l'Etat recourt à l'emprunt pour financer le déficit. Dans ce cas l'emprunt entraîne un accroissement de dépenses pour les budgets ultérieurs et cela est dû au remboursement des intérêts et à l'amortissement de l'emprunt. Le déficit tend alors à s'aggraver et la nécessité apparaît de recourir à de nouveaux emprunts pour assurer le remboursement et aboutir ainsi "au cercle vicieux de l'endettement".

Selon la loi élémentaire de l'offre et de la demande,l'élevation de la demande sans mouvement analogue de l'offre conduit à une hausse généralisée et persistante des prix ou d'inflation.

La hausse des prix entraîne l'augmentation des dépenses publiques (l'Etat est en même temps consommateur et investisseur), donc l'accroissement du déficit budgétaire et par conséquent la nécessité de recourir à l'émission monétaire d'où le danger de l'inflation tant redouté par les classiques. La prudence des classiques se manifeste, sans doute le plus, dans leur façon de prohiber également l'excédent budgétaire. Les excédents de l'Etat thésaurisés sont souvent enlevés à des agents privés sous forme d'impôts, qui les auraient consacrés à la production et ceci constitue pour l'économie nationale une perte non négligeable. Ce qui montre la version des classiques contre l'intervention de l'Etat dans l'économie.

En effet, la position classique pèche par excès de pessimisme; elle exagère les dangers du déficit. Par exemple, le financement du déficit budgétaire par l'emprunt n'entraîne pas forcément une charge insupportable pour les générations futures. Si les emprunts de l'Etat sont investis dans la production, l'augmentation du revenu national sera supérieure à celle de la dette publique. De même le financement du déficit budgétaire par des avances de la Banque centrale n'aboutit nécessairement pas à l'inflation. Les liquidités émises peuvent regagner le Trésor sous forme d'épargne qui pourra servir, le cas échéant, à rembourser les avances de l'institut d'émission.

Dans ce cas, le déficit aura été financé par l'épargne et compte tenu de la baisse de la demande consécutive à l'épargne, l'accroissement de la demande publique n'aura pas d'effet sur les prix de façon alarmante. Ces considérations nous amènent à conclure que le déficit budgétaire n'est pas mauvais à priori.

A cet effet, voyons la conception keynésienne qui a pris le contre-pied de la théorie classique.

II.1.2 Le point de vue keynésien.

Prenant le contre-pied de la thèse classique, Keynes a démontré que le déficit budgétaire n'est pas mauvais. Pour Keynes, le déficit budgétaire a un effet multiplicateur; l'augmentation de la richesse obtenue est supérieure à l'investissement initiale. C'est-à-dire que les dépenses de financement du déficit exerce un effet multiplicateur sur les revenus des bénéficiaires et sur l'économie. En effet, la thèse keynésienne préconise, pour lutter contre le chômage, une relance de l'activité économique par le déficit budgétaire qui peut prendre deux formes: on peut augmenter les dépenses de l'Etat pour un niveau de recettes inchangé (déficit par le haut); on peut également diminuer les impôts à niveau de dépenses identiques (déficit par le bas).

En effet, une relance par "le haut" présente deux avantages par rapport à une relance par "le bas": elle produit des effets immédiats alors que la baisse des impôts ne fait sentir ses effets sur le montant de dépenses des ménages qu'avec un retard; surtout l'augmentation de dépenses publiques a un effet multiplicateur plus important que la diminution des impôts.

Le multiplicateur des dépenses publiques (1/1-c) est plus élevé que le multiplicateur fiscal (c/1-c) parce que la propension marginale à consommer (c) est généralement inférieure à 1. En outre, Keynes a conscience que le déficit public peut créer une tension sur les taux d'interêt et pénaliser l'investissement privé. Il préfère donc des politiques de soutien à l'investissement privé, par le biais de la baisse des taux d'intérêt.

- La contestation théorique des politiques de relance keynésienne.

Nous avons d'abord fait valoir que l'accroissement des dépenses publiques s'effectue au détriment des activités privées. Un effet d'éviction financière a notamment été mis en évidence. Lorsque le déficit budgétaire est financé par emprunt, il contribue à accroître la demande de fonds prêtables sur le marché financier national et induit une élevation des taux d'intérêt susceptibles d'évincer la consommation et l'investissement privé. Cet effet mérite cependant d'être nuancé de deux points de vue: d'abord, on peut supposer que l'augmentation de la demande de fonds prêtables par l'Etat peut "révéler" une épargne thésaurisée qui était de toute façon indisponible pour financer l'investissement privé. Ensuite, si la relance a des effets réels sur le niveau de revenus, on peut en attendre une élevation du montant de l'épargne qui contrecarrera la tendance à l'élévation du taux d'intérêt. [5]

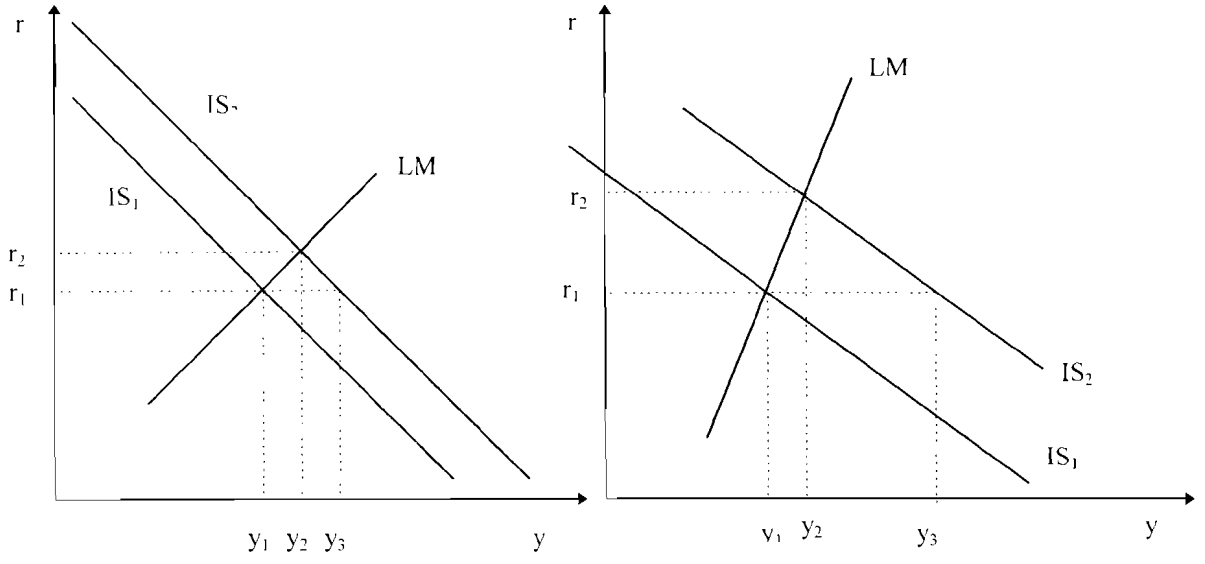
En fait, le degré d'éviction dépendra de la valeur respective des élasticités de la demande de monnaie et de la demande privée de biens réels par rapport au taux d'intérêt: comme le montrent les deux graphiques ci-dessous, l'effet d'éviction (y_3 -y_2) sera d'autant plus fort que l'élasticité de la demande de monnaie par rapport au taux d'intérêt (r) sera faible (courbe LM proche de la verticale) et que l'élasticité de la demande de biens réels sera forte (courbe IS proche de l'horizontale).

[5] Jean ETIENNE & René REVOL, La dissertation économique, Armand COLIN, p.134.

Soient : y_1 : niveau de revenu national au départ,

y_2 : niveau du revenu national après relance budgétaire,

Y_3 : niveau du revenu national en l'absence d'effet d'éviction.



Effet d'éviction faible (y_3-y_2) Effet d'éviction élevé (y_3-y_2)

Le recours à l'emprunt international sera un moyen commode d'eviter un effet d'éviction par le taux d'intérêt au niveau national. Keynes a aussi des mérites résidant dans le fait qu'il a pu formaliser de façon mathématique les effets favorables de dépenses publiques sur l'économie nationale et sur les revenus des particuliers.

Selon le modèle réduit, nous avons l'équation suivante:

$$Y= C+I.$$

où Y= le revenu national

C= la consommation nationale

I= investissement national

En outre, C= a+by.

où a= la consommation autonome

b = la propension marginale à consommer

Dans ce cas, Y= a+ by + I

Toute variation du revenu national d'équilibre correspond aux variations des composantes de la dépense globale:

$$\Delta y = \Delta a + \Delta by + \Delta I$$

$$\Delta y = \Delta a + b\Delta y + \Delta I$$

$$\Delta y - b\Delta y = \Delta I$$

$$\Leftrightarrow \Delta y (1-b) = \Delta I$$

$$\Leftrightarrow \Delta y = \frac{\Delta I}{1-b}$$

où $\Delta y = k.\Delta I$

$$k = \frac{1}{1-b}$$

Le symbole $\Delta(.)$ représente la variation en une période (différence première).

Le coefficient k est égale à l'inverse de la propension marginale à épargner. C'est-à-dire que l'effet multiplicateur keynésien sur le revenu national est d'autant plus élevé que la propension marginale à consommer est élevée et que la propension marginale à épargner est faible.

En effet, $\Delta y = k\Delta I$, or comme $k > 1$; $\Delta y > \Delta I$.

La question importante est de comprendre que les revenus distribués initialement provoquent des ondes successives de revenus et de dépenses et ainsi de suite; le mouvement en chaîne continue. Ce principe explique pourquoi

d'après la thèse keynésienne, le déficit budgétaire n'est pas seulement admis mais souvent recommandé.

II.1.3. Le point de vue des tiers-mondistes.

Dans la même vision que les keynésiens, les tiers-mondistes sont pour le déficit budgétaire. Le but principal des finances publiques du Tiers-Monde est non seulement d'assurer le fonctionnement de l'Etat, mais aussi la croissance à long terme. Cette croissance viendra pour une large part des investissements financés par les pouvoirs publics. Ce qui fait que dans les Tiers-Monde, comme le dit De bruyne, "Les dépenses publiques sont en tout cas, si non la seule voie de mettre en valeur l'économie, du moins un facteur décisif du développement"[6] . D'où la part des dépenses publiques dans la plupart des pays augmente au cours de leur croissance.

Dans les pays en voie de développement, le déficit budgétaire se fait par l'augmentation des dépenses gouvenementales pour les travaux d'investissement. Dans ces pays, la dimension croissante du secteur public tient à plusieurs facteurs notamment politiques et économiques.

En ce qui concerne les facteurs politiques, l' acquisition de l'indépendace a amené les pays en voie de développement à supporter des charges considérables et même des charges non rentables économiquement mais qui doivent affirmer le privilège de l'Etat.

Les raisons économiques tiennent au fait que le gouvernement doit être source d'initiative pour promouvoir l'industrialisation et mettre en valeur les ressources des pays . Ces facteurs responsables de l'accroissement des dépenses publiques montrent bien qu'aucune règle stricte ne permet de considérer un volume donné

---

[6] DE BRUYNE, P. ,Politique et gestion de finances publiques congolaises . Vander, Louvain , 1969,p.78

des dépenses publiques ou encore moins d'imposer au budget de l'Etat un plafond normatif. C'est pourquoi on observe fréquemment des déficits budgétaires dans les pays en voie de développement.

II.1.4. Le principe d'équivalence barro-ricardienne.

Tel que repris et approfondi par Barro (1974,1989), la relation entre le déficit budgétaire et le taux d'intérêt a été expliquée à travers ce qu'il est convenu d'appeler le principe d' équivalence ricardienne.

Dans sa vision intertemporelle du financement budgétaire, Barro émet l'hypothèse d'anticipations rationnelles intragénérationnelles selon laquelle si le public est conscient des implications fiscales du financement du déficit budgétaire et que les transferts intergénérationnels constituent une raison d'épargner, alors tout accroissement de la dette publique sera compensé par un accroissement de l'épargne courante de telle façon qu'il n'y ait aucun impact sur les taux d'intérêt domestiques.

Dans sa vision atemporelle, le principe d'équivalence admet que les titres de la dette publique ne constituent pas une richesse nette dans la mesure où la dette publique ainsi constituée devra être payée tôt ou tard (Barro,1974). Dans ce cas, les ménages et les entreprises n'étant pas sujets à illusion monétaire, ils pourraient bien accroître leur consommation plutôt qu'acheter des titres de la dette publique (Tanzi,1985). La demande des titres restant constante, aucun effet sur les taux d'intérêt ne sera pas observé.

Barro (1974) émet également l'hypothèse d'anticipations rationnelles altruistes selon laquelle les ménages bénéficiant d'un allégement fiscal seront prévoyant: plutôt que de consommer plus, ils épargnent ce nouveau revenu disponible de manière à pouvoir faire face, le moment venu, aux nouveaux impôts sans avoir à réduire leur consommation. L'équivalence entre emprunt et

impôt que traduit le principe ci-dessus admet que l'impact d'un programme de dépenses publiques est indépendant de son mode de financement.

Les consommateurs rationnels basent leurs décisions de consommation sur le revenu de toute la vie qui dépend de la valeur actuelle des dépenses publiques plutôt que du "timing" du recouvrement des impôts.

L'hypothèse barrovienne a été critiquée sur deux aspects :

D'une part, la qualité des anticipations des ménages est très douteuse, (Buchanan,1976) et l'illusion fiscale et les incertitudes sur l'évolution intergénérationnelle des patrimoines, des revenus et de la consommation font douter de l'effectivité d'une anticipation rationnelle altruiste et de sa capacité à neutraliser un effet de richesse (Caravielle,1992).

D'autre part, les ménages peuvent parfaitement choisir des stratégies très différentes de celles retenus par R.J.Barro, car rien n'empêche que certains agents soient égoïstes.

La brève revue de la littérature ci-dessus nous montre clairement qu'il est très difficile voire impossible de généraliser l'impact probable des déficits budgétaires sur les agrégats macro-économiques.

Tout compte fait, l'existence du déficit budgétaire est une réalité dans les pays en voie de développement en général et au BURUNDI en particulier. Cependant, les moyens de le financer restent à définir. Ce sera l'objet de la section suivante.

Section III: Aperçu des sources et méthodes de financement du déficit budgétaire.

III.1. Les sources de financement.

Nous examinerons ici, les différentes sources internes et externes.
Les principales sources de financement internes sont les Banques centrales, les Banques commerciales, les autres institutions financières non bancaires, les ménages et les sociétés. Les emprunts contractés par l'Etat auprès de ces institutions sont, le plus souvent, sous forme d'une émission de divers instruments de la dette que les investisseurs peuvent acheter sur les marchés monétaires et des capitaux.

Au BURUNDI, ces instruments englobent les effets publics, les bons du Trésor (à long terme) au porteur ou non, et les bons du Trésor (à court terme) à échéances différentes.
Le gouvernement peut également contracter des emprunts sous forme des prêts et avances auprès de la Banque centrale et des Banques commerciales.

Les pays africains, ont à des degrés divers, recours à ces sources de financement pour couvrir leurs déficits budgétaires.

En raison du caractère peu développé de leurs marchés monétaires et des capitaux et du maintien du contrôle administratif très rigoureux sur les taux d'intérêt, ils ont tendance à recourir davantage au système bancaire qui englobe, dans sa définition la plus large , les institutions sont, dans certains cas, obligées, de conserver une partie de leurs avoirs liquides sous forme d'effets publics à court terme, comme les bons du Trèsor.[7]

---

[7] Helmut REISEN et Axel VAN TROTSENBURG, La dette des pays en développement: Le problème budgétaire et la question du transfert, Paris, OCDE, 1988.

La deuxième source importante de financement est l'emprunt extérieur. L'Etat peut emprunter à d'autres Etats, à des institutions multilatérales comme la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, la Banque Européenne d'investissements,etc. et aux Banques commerciales. Cette dernière source, dont les conditions sont très draconiennes n'est pas très prisée par les pays africains. La plupart des emprunts extérieurs revêtent la forme de prêts et de crédits fournisseurs.

Un autre mode de financement des déficits budgétaires a trait à l'accumulation des arriérés de payements par l'Etat. Les Etats y font généralement recours lorsqu'ils font face à de graves problèmes de liquidités, et seront, donc incapables de s'acquitter de leurs obligations soit auprès de leurs employés, soit auprès de leurs fournisseurs de biens et prestataires de services. Cette forme d'emprunt auprès des fournisseurs est une forme de financement involontaire de l'Etat, et en tant que telle, elle représente une méthode de mobilisation des fonds peu satisfaisante pour soutenir un budget public dans la mesure où elle a tendance à saper la crédibilité de l'Etat en question.

En résumé,

$$T - G = dDD + dFD + dAR$$

où T - G : déficit budgétaire,

dDD : variation de la dette intérieure globale,

dFD : variation de la dette extérieure globale,

dAR : variation des arriérés.

III.2. Les modalités de financement du déficit budgétaire.

Pour financer le déficit budgétaire, le trésor dispose des moyens suivants:

- emprunts à LT (émissions d'obligations sur le marché financier);
- emprunts à CT auprès des établissements de crédits;
- émissions de bons du trésor en compte courant (titres négociables souscrits par les établissements de crédits);
- emprunts auprès du public (émissions de bons du trésor sur formules);
- création monétaire directe (concours de la Banque centrale);
- dépôts des agents auprès du trésor public;
- liquidation d'une partie des créances (privatisations par exemple);
- ponction sur une épargne liquide accumulée dans le passé.

Pour notre travail, nous allons analyser les trois méthodes de financement du déficit budgétaire dont la création monétaire, les financements par emprunts et par l'impôt.

III.2.1. La création monétaire.

Elle est le fait des banques ordinaires mais aussi du trésor et de la banque centrale. Les banques créent de la monnaie en monétisant des actifs qu'elles acquièrent auprès des agents non financiers qui ont besoin de crédit. Un crédit bancaire implique donc toujours une création monétaire. Ainsi, la banque assure à l'économie un financement monétaire.

En effet, une croissance donnée de la masse monétaire peut être obtenue par différentes voies: achats d'or et de devises par la banque centrale, endettement des entreprises et des ménages auprès du système bancaire, déficit budgétaire financé par une création monétaire.

Comme dans des vases communiquants, pour une quantité globale de monnaie en circulation fixe, la réduction d'une forme de création monétaire ne peut se faire que moyennant l'augmentation d'une autre forme. Décider le maintien plus ou moins strict de l'équilibre budgétaire revient à accepter une création de monnaie par une autre voie. Or, cette situation est à la fois un facteur d'inflation et de récession: d'inflation parce que les entreprises ne peuvent que répercuter des frais financiers de plus en plus élevés sur leurs prix, mais ausi de récession parce que plus les entreprises sont endettées, plus elles ont des difficultés pour investir.

En finançant une partie du déficit budgétaire par la création de monnaie, le gouvernement peut modifier progressivement les modalités de la création monétaire. La monnaie injectée à l'occasion du déficit budgétaire correspondra, pour les entreprises, soit à des avantages fiscaux qui leur auront été consentis, soit à des commandes publiques, soit à des achats de particuliers ayant eux-mêmes bénéficié de fonds publics ou d'une réduction d'impôts.

Plusieurs auteurs notamment Allais (1967&1988), Minsky (1977), Grjebine (1979&1984), Chuilon (1981), ont montré les avantages d'une création monétaire résultant d'un déficit budgétaire monétisé plutôt qu'un endettement privé.

Ils préconisent en conséquence un renforcement de la création monétaire par la voie du déficit budgétaire en même temps qu'une réduction de la création monétaire par les banques.

III.2.2. L'impôt.

L'impôt est la charge imposée par l'Etat sur les ressources ou le patrimoine des personnes physiques ou morales afin de subvenir aux besoins publics. Nous distinguons deux sortes d'impôts:

L'impôt direct , est en principe, celui qui est perçu par voie de rôle nominatif, c'est-à-dire en vertu d'une liste nominative dressée par l'administration et constituant le titre en vertu duquel celle-ci peut procéder au recouvrement de l'impôt. L'impôt indirect est, au contraire celui dont la perception a lieu sans rôle nominatif, à l'occasion de certains faits ou de certaines déclarations. L'essentiel du financement public s'effectuant par l'impôt, le choix de différentes formes d'imposition détermine, à bien des égards, les effets exacts de l'intervention publique sur l'économie. L'évolution des dépenses publiques a récemment montré qu'un impôt au poids excessif pouvait entraîner non seulement une perte d'efficacité mais aussi le développement de l'économie au noir. De ce fait, on pourra se poser le problème du choix optimal de l'impôt.

A ce point, l'économiste anglais Pigou écrivait en 1947 que la pression fiscale optimale est celle correspondant à l'égalité entre l'utilité sociale de la dépense publique marginale et la désutilité sociale du prélèvement fiscal marginal etc. Beaucoup plus récemment, et surtout depuis le début des années 1970, les économistes dits " de l'offre " (" supply siders "), par opposition aux économistes keynésiens qui s'intéressent surtout à la demande, insistent sur les effets pervers d'une pression fiscale qu'ils estiment excessive. Ils préconisent une réduction des dépenses publiques et des prélèvements obligatoires comme moyens de redynamiser l'activité économique.

III.2.3. L'emprunt.

L'endettement pourrait apparaître comme une bonne solution à CT, puisqu'il résorbe le déficit des administrations et maintient a priori les perspectives de la croissance. Mais ses effets négatifs sur l'indice des prix et la balance commerciale laissent penser que cet avantage est de courte durée.

Là encore, dans un contexte marqué par un endettement de plus en plus fort, ses avantages sont minimes par rapport aux coûts qu'il imposera peu à peu à l'économie.

En effet, la justification économique de l'emprunt extérieur se trouve dans la possibilité qu'il donne à un pays de réaliser sans attendre des investissements pour lesquels ses ressources publiques propres sont aujourd'hui insuffisantes, mais qui sont susceptibles de générer une valeur ajoutée supérieure au montant (principal et intérêt) qui devra ultérieurement être remboursé. L'obligation d'honorer les échéances d'une part et la diminution ou le tarissement de flux nouveaux de capitaux extérieurs d'autre part entraînent une moindre croissance et un prélèvement sur les maigres ressources disponibles.

Dans certains cas, les réechelonnements successifs du capital emprunté et des intérêts aboutissent par un effet "boule de neige", à un accroissement de l'encours normal.

L'effet boule de neige des charges de la dette publique.

Cet effet a lieu lorsque la dette publique nourrie par les déficits gonflés de charges d'intérêts risque de croître au delà de tout contrôle et expose l'Etat devant les difficultés à trouver les prêteurs.

Soient S_t : le solde net à financer (déficit de l'année t);

X_t : le déficit public hors charges d'intérêt de l'année t ou le déficit primaire;

D_t : la dette publique à la fin de l'année t;

i_t : Le taux d'intérêt nominal pendant l'année t

Ces grandeurs sont reliées par la relation suivante:

$$S_t = X_t + i_t \cdot D_{t-1} \qquad (1)$$

$$D_t = D_{t-1} + S_t \qquad (2)$$

D'où l'on tire $D_t = X_t + (1+i_t) \cdot D_{t-1}$ (3)

Soient Y_t = le produit national brut de l'année t.

g_t = son taux de croissance nominal pendant l'année t qui est défini par :

$$Y_t = (1+g_t) \cdot Y_{t-1} \qquad (4)$$

En divisant (3) par Y_t on a :

$$\frac{D_t}{Y_t} = \frac{X_t}{Y_t} + (1+i_t) \cdot \frac{D_{t-1}}{Y_t} \qquad (5)$$

$$\frac{Dt}{Y_t} = \frac{X_t}{Y_t} + (1+i_t) \cdot \frac{D_{t-1}}{Y_{t-1}} \cdot \frac{Y_{t-1}}{Y_t}$$

Ceci permet de concentrer l'attention sur l'évolution du ratio de la dette publique au PNB appelé aussi ratio d'endettement. En utilisant la notation suivante:

$$d_t = \frac{D_t}{Y_t}$$

$$x_t = \frac{X_t}{Y_t}$$

Et en tenant compte de $\frac{Y_{t-1}}{Y_t} = \frac{1}{1+g_t}$;

On peut écrire (5) sous la forme $d_t = x_t + \frac{1+i_t}{1+g_t} . d_{t-1}$ (6)

La variation du ratio d_t pendant l'année t s'écrit: $\Delta d_t = d_t - d_{t-1}$

$$= x_t + \frac{1+i_t}{1+g_t} . d_{t-1} - d_{t-1}$$

D'où l'on tire :

$$\Delta d_t = x_t + i_t \frac{d_{t-1}}{1+g_t} - g_t . \frac{d_{t-1}}{1+g_t} \qquad (7)$$

t = 1,2,3,.....

Le premier terme (a) y représente l'effet sur Δd_t du déficit hors charge d'intérêt,

Le deuxième terme (b) y représente l'effet des charges d'intérêt,

Le troisième terme (c) y représente l'effet de la croissance du PNB.

Si le solde à financer était nul, on aurait une stabilisation de la dette publique en valeur absolue (d_t serait égal à d_{t-1}) et une décroissance de son rapport au PNB. L'effet global de (a) et (b) serait nul et seul l'effet (c) jouerait.[8]

[8] NZIRORERA Cyriaque, Cours de finances publiques, 1ère licence, Année académique 1996-1997

Notons que si $x_t = 0$, d_t augmente dès que $i_t > g_t$. Connaissant x_t, i_t , g_t, d_{t-1}, la formule nous permet de calculer la variation de d_t. On peut s'intéresser à la tendance à LT du rapport de la dette publique au PNB. Pour ce faire, on considère généralement la situation où x_t, g_t et i_t sont des constantes et indépendantes de t (hypothèse de stationnarité).

$x_t = \bar{x}$

$i_t = \bar{i}$

$g_t = \bar{g}$

La relation (5) devient $\Delta d_t = x + \dfrac{i - g}{1+g} . d_{t-1}$ (8)

Il s'agit d'une relation linéaire entre la variation du rapport de la dette publique au PNB pendant l'année t ($=\Delta d_t$) et le rapport correspondant à la fin de l'année t_{-1} ($= d_{t-1}$).

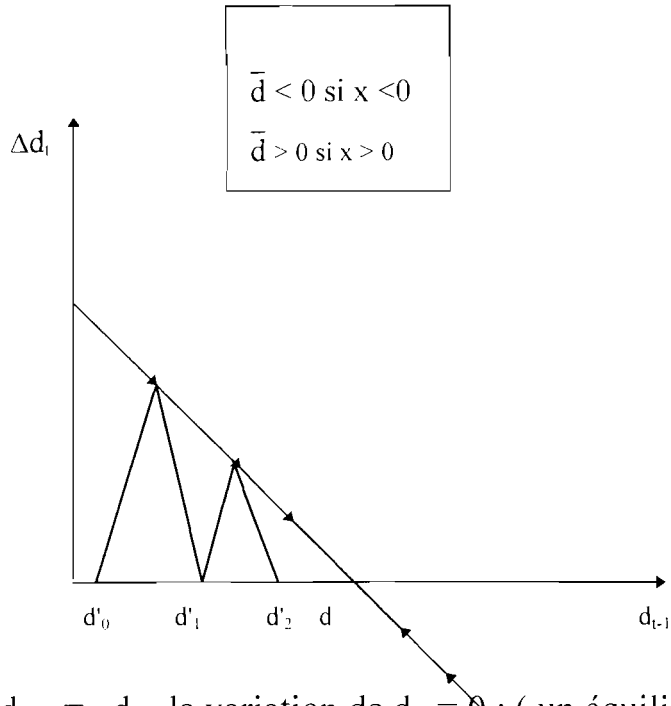
Elle est représentée par une droite dans le temps (Δd_t , d_{t-1}).

Deux cas sont à distinguer:

<u>1°) i < g</u>

Dans ce cas, la pente de la droite est négative $\dfrac{i-g}{1+g} < 0$

Son intersection avec l'axe horizontal est obtenu par $d_{t-1} = \bar{d} = - x \dfrac{1+g}{i -g}$



Si $d_{t-1} = \bar{d}$, la variation de $d_t = 0$: (un équilibre est atteint)

Partant d'une valeur d_0 différente de $\bar{d}$ (soit $d'_0 < \bar{d}$), d_t converge vers $\bar{d}$ comme indiqué sur le graphique. ($d_0' \rightarrow d'_1 \rightarrow d_2'$ .....)

Cette convergence se fait par décroissance de d_t lorsque d_0 est supérieure à $\bar{d}$ et par croissance de d_t lorsque d_0 est inférieure à $\bar{d}$.

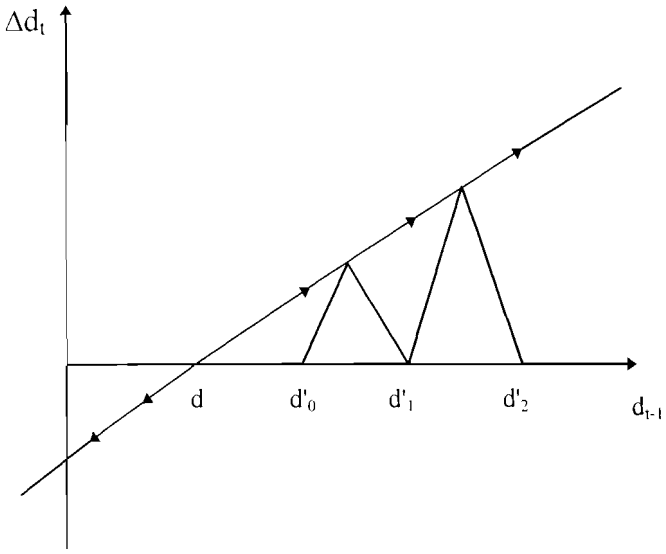
Lorsque i < g, l'équilibre $\bar{d}$ est donc stable : dès que d_0 différent de $\bar{d}$, d_t tend vers une valeur finie qui est égale à $\bar{d}$. Remarquons que cette convergence est assurée quelque soit la valeur de x.

2°) si i > g

La pente de la droite est positive $\dfrac{i-g}{1+g} > 0$

Son intersection avec l'axe horizontal s'obtient toujours pour :

$$d_{t-1} = \bar{d} = - x \frac{1+g}{i-g} \quad \text{avec} \quad \bar{d} > 0, \text{ si } x < 0; \quad \bar{d} < 0, \text{ si } x > 0$$



Comme dans le premier cas si $d_{t-1} = \bar{d}$, $\Delta d_t = 0$, ce qui correspond à un équilibre. Il s'agit cependant ici d'un équilibre instable.

Si $d_0 > \bar{d}$, d_t tend vers l'infini (si $d_0 < \bar{d}$, d_t tend vers $- \infty$) . On peut en conclure que dès que $i > g$ et quelque soit la valeur de x , le rapport de la dette publique au PNB tend vers l'infini lorsque $d_0 > \bar{d}$.

Mais ces évolutions tendancielles ne se vérifient que si les hypothèses de stationnarité faites sur i_t, g_t et x_t sont satisfaites.

CHAP.II: EVOLUTION DU FINANCEMENT DU DEFICIT BUDGETAIRE.

La problématique du déficit budgétaire en Afrique est étroitement liée à l'évolution historique du rôle de l'Etat dans l'impulsion de la croissance économique. En effet, au lendemain des indépendances des pays africains, la plupart des gouvernements ont procédé à la nationalisation de plusieurs activités dans divers secteurs économiques, débouchant ainsi sur une implication excessive de l'Etat dans l'organisation de la production.

D'autre part, la nécessité de maintenir en bon état les infrastructures existantes (par exemple, les routes, les hôpitaux et les écoles) et le besoin d'en créer de nouvelles en réponse aux exigences d'une population en constante augmentation a conféré à l'Etat des charges toujours plus accrues. L'impact de cette charge sur le budget de l'Etat était toutefois atténué par une conjoncture internationale particulièrement favorable des prix des matières premières et des conditions d'endettement extérieures moins contraignantes.

En 1973 & 1974, le retournement défavorable de la situation économique mondiale dû à la crise pétrolière a eu un effet négatif sur les économies africaines en induisant un renchérissement des importations et en soumettant les budgets nationaux amaigris aux épreuves répétées de remboursement des emprunts extérieurs parvenus à l'échéance. Ce phénomène latent dans certains pays, entre 1974 & 1979 se généralisera à partir de 1980 particulièrement à la faveur de la dépression des cours des matières premières. Et depuis, les pays concernés recourent, avec l'accord des créanciers et souvent sous la supervision des organisations multilatérales, notamment le FMI, a la pratique du réechelonnement.[9]

---

[9] NCUBE A. et SENALTA L: Les éléments fondamentaux de la politque budgétaire dans pays africains, Analyse des Nouvelles Financières, Centre Africain d'Etudes Monétaires:, Vol.6, n°1. Janvier 1993

Ce réechelonnement qui ne s'accompagne généralement pas d'un flux de capitaux frais en direction des pays endettés a, en définitive, eu pour effet de reporter dans le temps l'épineux problème de la dette.

Face à l'accroissement des charges de l'Etat dont une partie non négligeable découle de l'endettement extérieur, les ressources en revanche s'amenuisent en raison du recul de la croissance économique et de l'extension du phénomène de l'économie informelle.[10]

La conjugaison des facteurs décrits ci-dessus s'est répercutée négativement sur le budget de l'Etat qui devait, de ce fait, accuser des déficits chroniques imposant la recherche des ressources en vue de leur couverture. L'ampleur de ces déficits était inversement proportionnelle à l'efficacité de l'élaboration et l'exécution des budgets de l'Etat.

On peut se poser la question de savoir comment le budget est financé; mais avant de le financer, il faut d'abord mettre un regard sur l'évolution du déficit budgétaire. Pour ce faire, nous allons analyser le solde du budget en divisant la période d'étude en quatre parties.

Section I : Evolution du déficit des Finances Publiques : (1975-1995)

"L'équilibre budgétaire: cette qualité privilégiée par les classiques stipule que les recettes budgétaires doivent être exactement égales aux dépenses, c'est le signe d'un bon budget."[11]

Que constate-t-on au BURUNDI?

---

[10]KINYUA Joseph A: Les implications macroéconomiques du financement des déficits budgétaires par l'emprunt.

[11] Maurice DUVERGER, Finances Publiques, Presse Universitaire de France 108, Boulevard Saint-Germain, Paris, P.103.

Il convient d'analyser le solde sur le budget de fonctionnement et le solde sur le budget d'investissement avant la réforme budgétaire; et l'analyse du solde du budget unifié dans le cadre de la réforme.

I.1. Evolution du déficit budgétaire (1975-1980).

Tableau n °1 : Evolution des soldes budgétaires de 1975 à 1980 (les paiements en millions de FBU courants).

Années	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Recettes du budget ordinaire	3054,0	4624,3	5648,0	7360,8	9537,5	9947,0
Dépenses du budget ordinaire	3227,8	4297,8	5094,2	6594,60	9810,3	9910,3
1.Solde du budget ordinaire	-173,8	326,5	553,8	766,2	272,8	36,7
Recettes du budget extraordinaire	412,1	841,0	23,0	1461,5	944,9	2501,7
Dépenses du budget extraordinaire	373,0	1015,1	2040,5	3258,0	3656,4	3815,0
2.Solde du budget extraordinaire	39,1	-174,1	299,5	- 1796,5	- 2711,5	- 1313,3
3.Solde global (1+2)	-134,7	152,4	853,3	- 1030,3	2984,3	- 1276,6
* Pour mémoire PIB au prix du marché.	32671,7	39327,1	48139,4	55314,3	72488,5	82775,3
* Déficit engagement	-0,4%	0,38%	1,7%	- 1,8%	-4,1%	- 1,5%

source: Rapport annuel de la BRB, 1974-1980.

Le tableau ci-haut dégage l'évolution des soldes budgétaires de 1975-1980. Nous constatons que le budget général de l'Etat se base sur deux budgets:

1° le budget ordinaire (B.O.)

2° le budget extraordinaire d'investissement (B.E.I.).

Le B.E.I. est réservé aux dépenses d'investissement publiques tandis que le B.O. couvre principalement les dépenses courantes et les autres charges récurrentes découlant de ces investissements fixes. Généralement, le B.O. retrace l'ensemble des recettes et des dépenses de fonctionnement des

administrations de l'Etat. Quant au B.E.I., il représente par ministère et quelque fois par ministère et par projet, le montant des dépenses financées par l'Etat.
Ce montant correspond à la contrepartie nationale, aux projets de développement. La majorité des projets recevant un financement extérieur. S'agissant de la répartition du budget entre B.O. et le B.E.I., c'est une décision purement politique reflétant l'importance que l'Etat désire donner aux deux budgets. Une croissance forte du B.O. diminue les dépenses du B.E.I. et vice-versa.

De ce point de vue, les deux budgets constituent un ensemble solidaire qu'on doit analyser. En ce qui concerne le tableau n°1, nous constatons que les recettes du B.O. évoluent de façon significative alors que les recettes du B.E.I. progressent de façon timide.

D'une façon générale, lorsque l'on considère le solde du budget de fonctionnement (B.O.) à base du tableau n°1, l'on constate d'une part que les années 1975-1980 ont été marquées par une alternance de déficits et d'excédents. D'autre part, le B.E.I. présente un déficit presque sur toute la période d'étude qui ne fait qu'augmenter d'une année à l'autre, d'où l'aggravation du déficit budgétaire.

En effet, l'évolution budgétaire au BURUNDI est marquée par des déficits fréquents dus à un accroissement des dépenses publiques. Les années où on remarque un excédent budgétaire pour le B.O. sont celles de 1976,1977,1978 et 1980.

Il est aisé de constater à première vue que les années 1976 et 1977 sont des années exceptionnelles en matière d'investissement. En effet, en 1975, nous pouvons dire que le budget extraordinaire était insignifiant. Ce n'est qu'à partir de 1976 que le gouvernement du BURUNDI a consacré de réels efforts en

matière de développement de l'agriculture, de l'infrastructure routière et sur le soutien à la petite industrie.[12]

A cet effet, le ministère de l'agriculture a reçu un crédit de 481millions pour ses projets de thé, de pêche, d'élevage et du café. De plus, ce crédit sera consacré aux dépenses de développement économique et social du pays.[13]

Concernant les recettes, plus de 90% de recettes courantes de l'Etat provenaient des impôts directs et des impôts indirects. Comme dans tous les pays en voie de développement, le produit de la fiscalité indirecte occupe une place prépondérante.

L'évolution des recettes du budget ordinaire a presque triplé de 1975 à 1980. Si cette croissance n'est exagérée, elle est quand même encourangeante dans la mesure où une augmentation des recettes et des dépenses est un signe de développement d'un pays.

[12] Ministère des finances et de l'économie, Bulletins Officiels du Burundi (B.O.B.) de 1967 à 1977.
[13] B.O.B de 1967 à 1977

I.2. Evolution du déficit budgétaire (1981-1985).

Tableau n°2: Evolution des soldes budgétaires de 1981 à 1985 (les paiements en millions de FBU courants)

Années	1981	1982	1983	1984	1985
Recettes du budget ordinaire	9455,0	11558,2	11167,0	15064,4	18253,5
Dépenses du budget ordinaire	10918,3	11695,3	13708,2	15828,0	20805,3
1. solde du budget ordinaire	-1463,3	-137,4	-2536,2	-763,6	-2061,8
Recettes du budget extraodinaire	3025,4	2054,1	1620,1	1106,4	790,8
Dépenses du budget extraordinaire	4408,2	3882,5	3219,5	3458,8	3260,1
2.Solde du budget extraordinaire	- 1382,8	-1828,0	- 1599,4	- 2353,4	-2469,3
3. Solde du budget global	- 2846,1	-1965,8	- 4135,6	- 3117,0	- 4521,9
Pour mémoire PIB au prix du marché	87214,5	91169,4	100657,6	118169,7	138790,8
Déficit engagement	- 3,2%	-2,1%	- 4,1%	2,6%	3,2%

Source :MPDR, Economie Burundaise, 1980,1982,1984.

La période 1981-1985 a été marquée par une hausse des recettes et une hausse encore plus rapide des dépenses, ce qui explique le niveau élevé du déficit de la trésorerie.

Ainsi, les recettes du budget ordinaire (B.O) se sont élevées respectivement de 9455 millions de FBU , 11167 millions de FBU, 15064,4 millions de FBU et 18253,5millions de FBU de 1981 à 1985. Mais les paiements effectués pendant la même période ont augmenté encore plus rapidement, à savoir 10918,3 millions de FBU, 11695,3 millions de FBU, 13708,2 millions de FBU, 15828millions de FBU et 20805,3 millions de FBU.

Par conséquent, les déficits du B.O. tant sur base des paiements que sur base des engagements se sont accrus considérablement durant l'exercice 1984-1985. Par contre l'année 1981-1982, ils ont baissé les engagements de 1463,3 à 137,4 millions de FBU.

Le solde sur base des paiements est monté de -763,6 millions de FBU en 1984 à -2061,8 millions de FBU en 1985. Le B.E.I n'a pas pu garder son niveau de l'année 1984.

En effet, en 1985, une grande partie des recettes courantes qui habituellement financent le budget d'investissement ont été affectées au financement du budget ordinaire.[14]

Depuis 1982-1985, le volume des recettes courantes du B.E.I. a baissé de 2054,1millions de FBU en 1982, à 1620,1 millions de FBU en 1983 et de 1106,4 millions de FBU en 1984 à 790,8 millions de FBU en 1985.

Cette chute au niveau des recettes courantes n'était accompagnée que par une faible diminution des paiements de 12% en 1982, de 17% en 1983, de 6% en 1985, à savoir de 4408,2millions de FBU en 1981 à 3882,5 millions de FBU en 1982 et de 3882,5 millions de FBU à 3219,5 millions de FBU en 1983; et de 3459 millions de FBU en 1984 à 3260 millions de FBU en 1985, ce qui explique l'augmentation du déficit du B.E.I. La même tendance a été constatée au niveau des engagements du B.E.I. Bien que leur volume a diminué, cette réduction n'a pas été suffisante pour compenser la baisse des recettes, ce qui a provoqué une augmentation du déficit sur base des engagements.

Du total, le solde global de deux budgets accuse une hausse du déficit d'où une telle évolution mérite que des mesures de correction soient prises pour équilibrer les finances publiques. En terme de pourcentage du PIB, le déficit budgétaire base engagement est passé respectivement de 1981 à 1985 à :

- 3,2%, - 2,1%, - 4,1%, -2,6%, 3,2%.

---

[14] Ministère du plan, Economie Burundaise,1985. p.35

Le tableau suivant va nous montrer par quels moyens est financé le déficit durant cette période.

Tableau n°3: Opération de trésorerie 1981 à 1985 en millions de BIF

Années	1981	1982	1983	1984	1985
B.O +B.E.I. Solde sur base des engagements	-3599,7	-3992,7	-7713,6	-4256,8	-4770,3
Solde sur base des paiements	-2845,5	-1965,8	-4134,7	-3117,0	-4521,9
Opérations de financement	2845,5	1965,8	4134,7	3117,0	4521,9
Financement non-bancaire	-40,1	338,9	1028,4	-61,0	1267,6
Financement bancaire	2895,6	1626,9	3106,3	3178,0	3254,4
Créances brutes	2444,4	1670,2	3291,4	3008,7	3261,1
Augmentation (-) ou diminution (+) des dépôts des fonds spéciaux du B.E.I	441,2	-43,30	-185,1	169,3	-6,7
Augmentation (-) ou diminution (+) des dépôts des fonds spéciaux autres que pour B.E.I	-216,5	672,1	-541,1	1057,1	-1212,3
Augmentation (-) ou diminution (+) des créances des instituts financiers	2669,1	2229,0	2565,2	2120,9	2042,1

Source : MPDR, Economie Burundaise, 1983- 1984

Concernant le financement de ces déficits nous constatons des ressources de financements bancaires et non-bancaires. Sur toute la période d'étude nous remarquons que le système bancaire occupe une plus grande partie par rapport au système non-bancaire.

A titre d'exemple, prenons le cas de l'année 1985, du total du déficit du B.O. et B.E.I. de 4522 millions de Fbu, le système bancaire a financé 3261,1 millions de Fbu dont la plus grande partie a été accordée par la BRB sous forme des avances spéciales au B.E.I. et sous forme des avances ordinaires au B.O.

De plus, le financement extérieur affecte la répartition des dépenses budgétaires entre dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissement selon que ses dépenses budgétaires correspondent à la mise en oeuvre d'opérations nécessitant un financement .

Du point de vue des recettes budgétaires, les pays pauvres ont besoin d'accroître les recettes publiques de façon à pouvoir financer les projets destinés à accélerer le rythme de croissance économique et améliorer le niveau de vie des populations ; d'où le recours à l'endettement.

En nous réferant au tableau suivant, nous voyons d'une façon globale, qu'au fur et à mesure que le déficit augmentait le BURUNDI a par conséquent accéléré son recours à l'endettement.

Tableau n°4: Evolution du solde budgétaire et de la dette extérieure au Burundi (1975 -1995) .

Années	Solde budgétaire global en millions de Fbu (engagements)	La dette extérieure en millions de Fbu
1975	- 3092,00	1906,70
1976	- 377,80	3196,60
1977	- 152,70	5089,30
1978	- 1697,00	9054,10
1979	- 32,30	9054,10
1980	- 2433,50	10328,60
1981	- 3599,80	12018,20
1982	- 3992,20	16272,20
1983	- 7713,60	32368,20
1984	- 4256,80	41099,00
1985	- 4770,20	47079,50
1986	- 3679,10	64973,20
1987	- 4859,60	84293,30
1988	- 9152,10	116436,50
1989	- 7581,50	147270,20
1990	- 9157,30	139289,20
1991	-5828,20	170242,40
1992	-12648,70	219715,40
1993	-11566,30	258973,00
1994	-10149,30	265128,60
1995	-8066,10	306168,80

source : Tableau élaboré par les auteurs à partir :

- pour le solde budgétaire : 1975- 1980: voir tableau n°1
  1981- 1986: voir tableau n°2
  1986- 1990: Economie Burundaise 1990
  1991-1995: Economie Burundaise 1994-1995

- pour la dette extérieure : 1975-1979: Economie Burundaise, 1985
1980- 1990: Economie Burundaise, 1990
1991-1995: Rapport annuel de la BRB, 1995.

En analysant la tendance des variations du solde budgétaire et celle de la dette extérieure, nous remarquons qu'en 1976, l'année de la dévaluation et de la dépréciation du dollar, la dette extérieure (en monnaie locale) a beaucoup augmenté tandis que le déficit budgétaire a diminué, ceci à cause de l'accroissement des exportations grâce à la dévaluation.

Aucours de l'année 1985, les choses vont changer, le déficit budgétaire a fortement augmenté (accroissement de 93% entre 1982 et 1983), de même que la dette extérieure (accroissement de 98,9% entre 1982 et 1983), et ceci s'explique par le rattachement de la monnaie burundaise au DTS. Ce qui n'a pas pour autant faciliter les exportations parce que notre monnaie allait se dévaluer non pas en fonction d'une monnaie unique mais en fonction d'un panier de monnaies (Yen, Dm, $, £,FF).
Nous noterons particulièrement en ce qui concerne l'année 1985 que les déficits budgétaires sont restés importants.

- **L' impact de la dette extérieure sur la croissance économique du Burundi.**

Le recours à la dette extérieure est un comportement normal dans la mesure où elle contribue à l'augmentation de la production intérieure. Cette croissance du produit intérieur doit permettre à l'économie de générer une épargne intérieure

suffisante pour assurer à la fois le rermboursement de la dette extérieure et le financement des investissements.

Il faut souligner que la dette extérieure est contractée en devises. La croissance des exportations est donc une condition sine quoi none pour éviter le problème du transfert lors de remboursement.

I.3. Evolution du déficit budgétaire (1986- 1990).

Les déséquilibres économiques et financiers évoques ci-dessus ont conduit en 1985 à envisager un vaste programme d'ajustement structurel, dont l'objet essentiel était de diminuer ou supprimer les points faibles de l'économie burundaise et de stimuler une croissance plus diversifiée.

En effet, la politique budgétaire se situait sur deux volets qui sont les dépenses publiques et la fiscalité. Les dépenses publiques devraient être réduites afin de diminuer ou de résorber le déficit chronique des finances publiques; les postes-cibles du budget de l'Etat étaient:

- Les subventions qui permettaient de vendre en dessous de leur coût de revient (de production domestique ou d'importation) les biens de consommation de prémière nécessité et les produits de certaines entreprises publiques. Le relèvement des prix de ces biens allégeait le budget de l'Etat en diminuant le poste des transferts. Il visait à favoriser une allocation optimale des ressources en répercutant les coûts sur les consommateurs finals. Les prix devenaient des expressions de la rareté comme nous l'enseigne les principes de base de l'économie néoclassique.

Le PAS recommandait de limiter la hausse des salaires des fonctionnaires, car cette politique contribuait à la réduction de la demande globale. Les impôts devraient augmenter de façon à permettre des recettes additionnelles pour le budget, mais aussi en vue de décourager la consommation. Ces politiques

combinées aux facteurs exogènes (cours du café, météorologie,..) ont conduit au blocage à un arrêt de la croissance.

Tableau n°5: Evolution des soldes budgétaires de 1986à 1990 (en millions de Fbu courants)

Années	1986	1987	1988	1989	1990
Recettes courantes	21985,0	19542,0	23904,0	31662,1	29185,0
Dons	4862,0	5531,0	3656,3	12146,3	15682,4
Dépenses courantes	17810,0	18493,1	22642,8	26219,3	29219,3
Solde courant hors dons	4175,0	1048,9	1261,2	5470,5	-34,5
Solde courant y compris dons courant	9037,0	6579.90	4917,5	10634,7	-5550,4
Dépenses en capital	15852,1	24542,8	13214,6	19912,0	23109,1
Prêts nets	3834,0	8693,0	4704,4	2931,2	2219,4
Déficit /surplus (engagement)	-3623,7	-3394,4	-13001,5	-5226,4	-9680,4
Déficit engagement et hors dons	-8917,6	-19451,4	-16657,8	-17372,7	-25362,8
Déficit /surplus (caisse)	-8182,5	-15783,1	-15365,5	-7581,2	-10342,3
Pour mémoire, PIB au prix du marché	137194,6	151964,5	171426,2	193751,8	192731,5
Déficit (engagement)	-2,6%	-2,2%	-7,6%	-2,7%	-5,0%
Déficit (engagements et hors dons)	- 6,5%	-12,8%	- 9,7%	- 9,0%	-13,2%

Source :Economie Burundaise, 1992-1993

Au niveau de la production, la croissance annuelle du PIB réel au prix du marché est estimé à environ 4,4% en 1986 grâce aux bons résultats de l'agriculture et au développement manufacturière et de construction.

Suite à la chute importante de la production du café et celle de l'agriculture vivrière, la croissance du PIB s'est ralentie et a atteint 1,7% en 1987. Malgré

une forte reprise des exportations du café en 1988, la croissance du PIB réel a été de 3,7% contre un objectif de 4% dans le programme.

En 1986, la situation financière globale de l'administration centrale s'est améliorée. Le déficit global (sur base des engagements et à l'exclusion des dons) est passé de -7,5% du PIB en 1985 à - 6,5% en1986. Il s'est creusé en 1987 et a atteint - 12,8% du PIB en raison d'une moins-value des recettes du café qui était trop importante pour être compensée par une autre réduction des dépenses et prêts nets.

L'ampleur imprévue du déficit enregistré en 1987 a entrainé un recours plus important au financement bancaire alors que le programme envisageait des réductions significatives de l'endettement de l'Etat envers le système bancaire. De plus, le Trésor a accumulé des arriérés intérieurs s'élevant pour l'année entière à 2,7 millliards de Fbu.

En 1988, la situation des finances publiques s'est améliorée grâce au redressement des recettes mais pas dans les proportions prévues par le programme. Le déficit est passé de -19% à -12% du PIB, contre un objectif de -11% du PIB inscrit au programme.

En raison notamment d'un niveau plus élevé que prévu des recettes provenant des exportations du café, les recettes de l'Etat se sont accrues de 31% par rapport à 1987. Bien que les dépenses publiques(sur base des engagements) aient enregistré une baisse d'environ 4,7%; elles ont dépassé les objectifs fixés surtout en ce qui concerne les dépenses courantes.

En conclusion, la période 1986-1989 se termine par une image de plus de stabilisation que de croissance :

- Le PIB réel au prix du marché accuse un taux de croissance de 1,5% contre 3,7 en 1988, de loin inférieur à celui qui était fixé par le programme à environ 4,5%. Cette baisse est essentiellement due à la chute de la production vivrière de -2,3% par rapport à l'année précédente qui réprésente 45% du PIB,

de la baisse de la production des produits primaires (café) de -8,7%, de la diminution de la production des services marchands de -5,8% et à la performance médiocre de la production industrielle de -2,1% (y compris artisanat).

- La croissance des prix a défié les prévisions: l'inflation, ramenée de 7% en 1987 à 5% en 1988 a grimpé à 11,6% alors que l'objectif du programme se situait à 5%.

- Le déficit budgétaire a été de -9,3% contre -9% prévu par le programme (par rapport au PIB);

- Au niveau des dépenses, il ya lieu de signaler la limitation de la masse salariale à 11,2 milliards de Fbu contre 11 milliards de Fbu prévu par le programme.

- Au niveau des recettes, les impôts intérieurs sur biens et services ont augmenté de 25,9% grâce à l'augmentation du montant de la taxe sur les transactions 56,9% et sur les bières et boissons gazeuses de 1,1%.

-L'accroissement des créances sur l'étranger a permis d'alléger les créances nettes sur l'Etat envers le système bancaire de 13,8 milliards à 7,9 milliards par l'utilisation des fonds de contrepartie reçus au titre du CAS II.

De façon globale, les objectifs arrêtés au niveau de la croissance du PIB et de l'inflation ont été fortement compromis par la météorologie qui a conduit à une faible production vivrière. Le volume des importations s'est stabilisé et a même baissé tandis que les exportations ont suivi l'évolution en baisse des cours du café.

Les crédits d'ajustement structurel et les recettes STABEX ont permis d'assurer des performances intéressantes au niveau de la situation du compte courant et des réserves en devises.

L'amélioration du taux de rendement des recettes et l'augmentation des taux de certaines taxes ainsi que l'amorce de la maîtrise des dépenses publiques

ont conduit à une réduction croissante du déficit fiscal. En effet, au niveau des recettes, on constate qu'après une réduction de -18,8% en 1987 causée essentiellement par l'absence des recettes café, les années 1988 et1989 connaissent une amélioration remarquable des recettes (respectivement 33,8% et 36,6%) et cela grâce à l'amélioration du recouvrement des impôts directs, à la taxe de transaction et à la participation plus importante des entreprises publiques dans l'augmentation des recettes administratives.

La réduction du déficit budgétaire n'a pas trop compromis les objectifs sociaux du gouvernement. Les dépenses affectées aux secteurs sociaux ont continué à croître d'année en année avec un effort très important en 1988 et 1990 (respectivement 17% et 18%) . Le désintéressement des créanciers intérieurs vis-à-vis de l'Etat a rendu disponible les ressources nécessaires au financement de l'économie.

I.4. Evolution du déficit budgétaire (1991- 1995).

Des Juillet 1996 à 1998, le BURUNDI a vécu l'expérience d'un blocus économique imposé par les pays voisins. De par la position géographique d'enclavement du pays, le blocus s'est traduit par l'interruption des mouvements des biens et des personnes entre le Burundi et le Reste du monde.

De façon globale, l'évolution des principaux indicateurs de la situation de l'économie burundaise durant les trois dernières années de crise socio-politique qui ont précédé le blocus montrent un net recul dans tous les secteurs de l'économie. Il faut cependant noter que, en dépit des effets défavorables que le ralentissement de l'économie et la guerre ont pu avoir au niveau des recettes et des dépenses de l'Etat, la gestion de l'économie est restée saine et que les

principaux indicateurs en matière des finances publiques semblaient être catastrophiques.

A la lecture du tableau ci-dessous, nous constatons que le déficit budgétaire qui s'est considérablement accru et cela de façon plus significative pour l'année 1992 qu'au cours de l'année 1995, reste un indicateur éminent de la mauvaise conjoncture économique nationale. En effet ceci s'explique par une baisse de la part des recettes "dons" à raison de plus de 70% par rapport aux années antérieures.

Tableau n°6: Evolution des soldes budgétaires de 1991 à 1995 (en millions de FBU).

Années	1991	1992	1993	1994	1995
Recettes courantes	35913,5	38195,5	38164,6	42100,7	44244,9
Dons	18400,0	19392,8	20217,9	5700,0	6104,3
Dépenses courantes	30584,8	33220,0	35696,2	41991,6	38707,6
Solde courant hors dons	5328,7	4975,5	2468,4	109,1	5537,3
Solde courants y compris dons courants	11824,8	11177,5	10152,9	1209,1	8641,6
Dépenses en capital	25379,4	32731,6	34164,1	21086,2	20769,7
Prêts nets	4041,5	4285,4	- 1227,7	- 2150,5	-800,0
Déficit/ surplus (engagement)	- 5692,2	- 12648,7	- 10250,1	- 13126,6	- 8328,1
Déficit engament et hors dons	- 24092,2	- 32041,5	- 30468,0	- 18826,6	- 14432,4
Déficit/ surplus (caisse)	- 5828,2	- 12648,7	- 11566,3	- 10149,3	- 8066,1
Pour mémoire, PIB au prix du marché (prix du courants)	209949,9	233717,1	234764,8	286547,9	309953,7
Déficit (engagement)	- 2,7%	- 5,4%	-4,4%	- 4,6%	- 2,7%
Déficit (engagement et hors dons)	- 11,5%	- 13,7%	- 13%	- 6,5%	- 4,6%

Source: MPDR,Economie Burundaise, 1994-1995.

A base du tableau, il ressort que les déficits budgétaires sur base engagements ont fluctué tout au long de la période.

En tenant compte des dons, nous remarquons que le déficit budgétaire base engagements est passé de -5,6 milliards en 1991 à -12,6 milliards, -10,2 milliards, -13,1 milliards et -8,3 milliards respectivement en 1992, 1993, 1994 et 1995. En terme de pourcentage de PIB la part respective de ces montants est de 2,7%, 5,4%, 4,4%, 4,6% et 2,7%. En ne tenant pas compte de la variable dons, les déficits budgétaires base engagements et hors dons a sensiblement baissé au cours de ces deux derniers exercices (-11,5%, -13,7%, -13%, -6,5% et -4,6% de 1991 à 1995 par rapport au PIB).

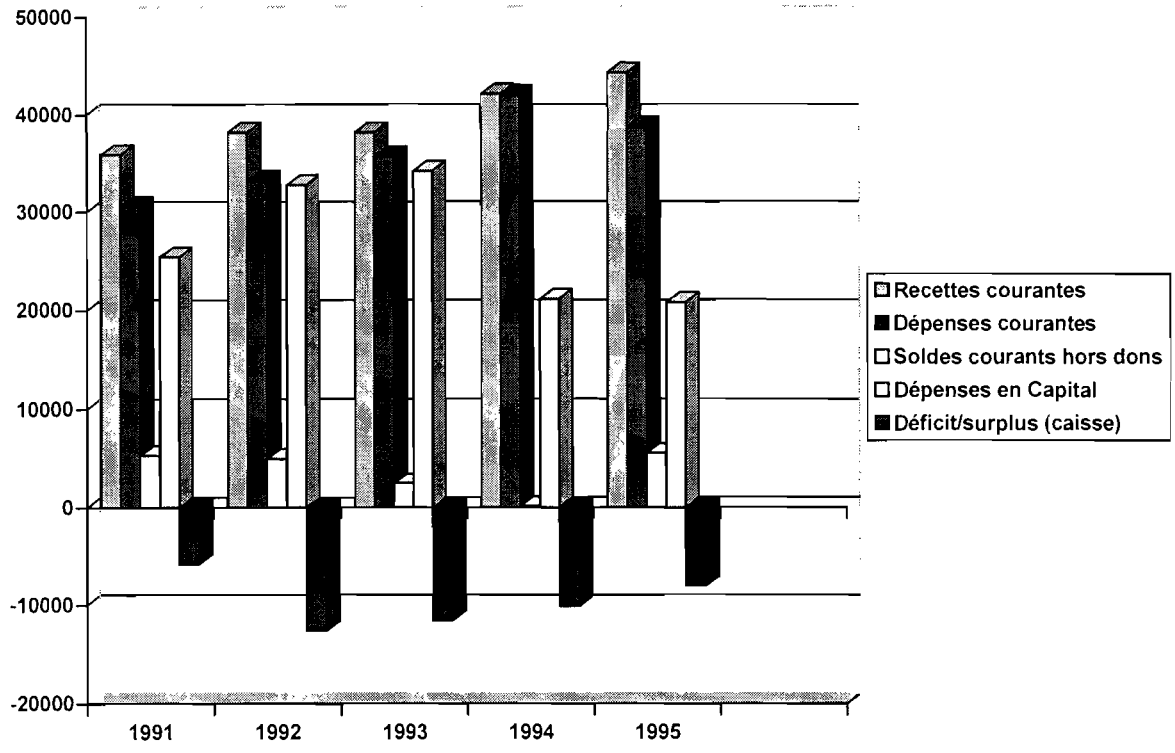
Sur base de ces statistiques, il apparaît clairement que la part des dons par rapport aux recettes de l'Etat a sensiblement chuté, et que le déficit budgétaire tenant compte des dons n'a autant baissé qu'au cours des années antérieures. Par ailleurs, la structure de financement du déficit n'a pas varié, les ressources extérieures restent prédominantes alors que les ressources intérieures n'occupent qu'une part très modeste.

En définitive, le déficit budgétaire base caisse à partir duquel se basent les analyses budgétaires d'un pays pour une période donnée s'était progressivement amélioré depuis 1993. En terme de pourcentage par rapport au PIB, la part du déficit a respectivement varié 1991 à 1995 comme suit: 2,7%, 5,4%, 4,9%, 3,5% et 2,6%.

A travers ce tableau, nous constatons un écart assez remarquable entre les engagements et les décaissements réels de l'Etat. Ceci laisse présumer une volonté de l'Etat pour réaliser des programmes ambitieux.

Le graphique ci-dessous va nous montrer l'évolution d'un budget consolidé à partir de 1991 à 1995.

Graphique n°1: Evolution du budget consolidé.



Section II: Le financement du déficit budgétaire.

Les méthodes pour réduire les déficits budgétaires avec le soutien de l'opinion, ont varié d'un pays à l'autre reflétant les différences du contexte politique et culturel. La plupart des gouvernements ont commencé à réduire les déficits lors des phases de ralentissement économique, contrairement à l'avis de nombreux économistes pour qui, une récession est plutôt l'occasion pour éviter la stagflation, de relancer les dépenses publiques[15]. Cependant dans cette partie nous allons analyser les différentes méthodes utilisées pour le financement du déficit budgétaire au BURUNDI.

[15] WARNER Rose, Réduction des déficits budgétaires et contraintes politiques, in Problèmes Economiques n°2424 du 17 mai 1995 pp12-13

II. 1. Définition.

Le financement est l'ensemble des méthodes et moyens de réglements mis en oeuvre pour la réalisation d'un projet économique. En effet, le financement est égal par définition en valeur absolue au déficit lui-même ou à l'excédent global. Le déficit ou l'excédent global est égal au solde des recettes, dons, dépenses, prêts et recouvrements:

déficit/ excédent global = (recettes+dons)-(dépenses+prêts-recouvrements)

Le financement couvre donc les opérations qui concernent les avoirs monétaires et les dépôts des administrations publiques, leurs engagements et les actifs financiers détenus par les administrations publiques pour des raisons de trésorerie plutôt qu'à des fins de politique générale.

L'Economie Burundaise 1994-1995, nous définit le financement du déficit comme étant égal en valeur absolue au déficit lui- même, qui sert à couvrir la différence existant entre les encaissements au titre des recettes, des dons et des remboursements de prêts et les décaissements au titre des dépenses et des prêts.

II.2. Financement intérieur.

Le financement intérieur varie en fonction à la fois du déficit et du financement extérieur.

II.2.1. Le financement par la création monétaire.

Avant la crise socio-politique éclatée depuis octobre 1993, le déficit était financé pour une large part par l'extérieur à travers les fonds de contrepartie du programme d'ajustement structurel. Le financement interne à travers le système bancaire où les bons du trésor intervenaient pour financer une petite partie du déficit .

Suite aux problèmes socio-politiques que connaît actuellement le BURUNDI, les financiers et les cofinanciers du Programme d'Ajustement Structurel ont gelé les fonds et subordonnent la reprise de l'aide à des conditionnalités de retour à la paix et à la sécurité et à la levée de l'embargo.
Donc la chute des investissements va entraîner une baisse de l'activité économique et celle des ressources pour relancer la croissance.

Au total, les fonds obtenus par le biais des sources traditionnelles comme la fiscalité, l'emprunt et les dons extérieurs ne suffisent plus et le déficit exagéré est devenu un aspect permanent de la politique budgétaire. Pour faire face à ce déficit de financement, l'Etat n'a d'autres alternatives que de solliciter l'épargne des autres à travers le mécanisme du certificat du trésor et de recourir au financement bancaire. Le financement par la création monétaire est justifiée par le fait que les recettes fiscales rentrent au trésor avec un certain retard, alors que l'appareil étatique doit continuer à fonctionner régulièrement. Les déficits budgétaires enregistrés pendant les années 1975 à 1980 sont financés en grande

partie par les avances auprès de la Banque centrale de même que ceux enregistrés durant les années de crise (1993-1995).

Ce mécanisme de financement du déficit de l'Etat par la création monétaire ex-nihilo explique le niveau même actuel élevé des prix. Mais Vinay (1981) nous dit que "compte tenu des répercutions inflationnistes qu'elles peuvent provoquer lorsqu'elles sont autorisées, les avances sont, en règle généralement, limitées dans leur montant et leur durée."

En effet, si la masse monétaire est augmentée alors que les biens et services ne le sont pas, les individus dont la fortune est constituée par des billets de banque voient leur revenu (pouvoir d'achat) baisser exactement comme s'ils subissaient un impôt.[16]

A ce propos, Rivoire (1989) dit "qu'il est inexact d'assimiler le déficit budgétaire à la création monétaire ". Il est en effet possible que les liquidités émises regagnent le trésor sous forme d'épargne qui pourra servir le cas échéant à rembourser les avances de l'institut d'émission. Dans ce cas, le déficit aura été financé par l'épargne et compte tenu de la baisse de la demande consécutive à l'épargne, l'accroissement de la demande publique n'aura pas d'effet sur les prix, du moins de façon alarmante.

- Le comportement de l'épargne.

L'accroissement de l'épargne de l'Etat passe par des mesures qui augmentent d'une part l'excédent budgétaire, et d'autre part, les recettes des entreprises publiques.

Le problème de l'épargne est étroitement lié à l'accroissement des prélèvement fiscaux. Cependant, nous observons que les dépenses courantes augmentent progressivement dans le budget de l'Etat.

---

[16] DUVERGER M. , Finances Publiques, Presse Universtaire, Paris, 1978, p.376

Or, l'Etat a besoin d'une épargne publique considérable pour financer l'investissement public.

Cette épargne publique qui est l'excédent des recettes de l'Etat sur sa consommation courante, diminue au fur et à mesure que les dépenses courantes augmentent.

Le tableau ci-dessous nous donne une idée sur la situation de l'épargne propre et publique de l'administration. Mais faute des données, nous allons utiliser les données de 1980 à 1995. Ces données vont être divisées en deux périodes pour des raisons liées à la structure de chaque tableau.

Tableau n°7 : Epargne de l'administration de 1980 à1987 (en millions de Fbu).

Années	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
PIB au prix du marché	82775,3	87214,5	91169,4	100657,6	118169.7	138790,8	137194,6	139804,0
- consommation privée et Etat	83518,5	83920,2	93650,8	94038,5	111290,1	131054,9	130617,9	130553,0
Epargne intérieure brute	-743,2	3294,3	-2481,4	6619,1	6879,7	7735,9	6576.7	9521,0
+Solde de serv. fact. et trans. courant	3929,1	5467,7	4313,1	3927,0	3752,8	3214,8	5698,7	6261,9
Epargne nationale brute	3185,9	8762,0	1831,7	10546,1	10632,5	10950,7	12275,4	15512,9
- Epargne privée	267,9	5217,8	-2328,2	7835,9	7376,7	5006,9	3425,2	15419.6
- Epargne de l'Etat	2595,6	1999,9	2113.6	1111,3	1591,9	1961,8	4732,4	669,2

Source : SPM; Economie Burundaise 1991 (annexe statistique).

Nous constatons que l'épargne de l'administration a beaucoup fluctué aucours de la période 1980 à1987. Après avoir atteint 2595,6 millions en 1980, ce niveau n'a plus été atteint jusqu'à 1985 avec des fluctuations laissant apparaître une absence de politique en matière de mobilisation de l'épargne publique.

Cependant, la période encours d'ajustement fait ressortir de remarquables résultats quant à la mobilisation de l'épargne publique.

Cette mobilisation de l'épargne publique masque la prépondérance des dons courants.

A la lecture du deuxième tableau, nous constatons que l'épargne propre qui est en effet le résultat de la différence entre les recettes et les dépenses courantes a été constamment positive depuis 1991. Toutefois, on remarque qu'elle régresse, ce qui résulte en grande partie de l'accroissement beaucoup plus rapide des dépenses que des recettes.

En 1994, l'épargne propre a fortement baissé de 2,4 milliards en 1993, à 209,1 millions de 1994. En 1995, suite à la stabilisation des dépenses courantes, le niveau de l'épargne propre s'est amélioré, il atteint 5,5 milliards. En somme une politique de limitation des dépenses, de sélection rigoureuse des projets d'investissement est toujours souhaitable car elle permettrait de bien mobliser l'épargne publique.

Tableau n°8: Epargne de l'administration de 1988 à1995 (en millions de Fbu)

Années	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
1.Recettes courantes	23904,0	31662,1	29185,0	35913,5	38195,5	38164,6	42200,7	44255,2
2.Dépenses courantes	22642,8	26191,6	29219,3	30584,8	33220,0	35696,7	41991,6	38707,7
3.Epargne propre (1-2)	1261,2	5470,5	-34,3	5328,7	4975,5	2468,4	209,1	5547,5
4.Dons courants	58,4	5164,2	5584,7	6490,0	6202,0	7684,5	1074,6	3104,3
5.Epargne	1319,6	10634,7	5550,4	11824,7	11177,5	10152,9	1283,7	8651,8

Source : MPDR, Economie Burundaise, 1991, p. 108

1992-1993, p.44

1994-1995, p.47

II.2.2. Financement par l'impôt.

L'impôt demeure toujours la principale ressource budgétaire. Il couvre généralement 50% à 80% des dépenses de l'Etat. Le problème est de pouvoir déterminer les conséquences d'une augmentation de l'impôt pour financer l'accroissement des dépenses.

On ne peut pas dire d'une manière générale que la fiscalité diminue la consommation, l'épargne ou l'investissement parce que cela dépend de la nature du prélévement. Mais on peut affirmer que l'impôt apparaît comme moyen d'action très efficace aux mains du gouvernements pour agir sur les différents secteurs de la vie économique.[17]

A titre illustratif, les impôts sur le commerce extérieur, qu'il s'agisse des droits d'entrée ou des taxes à l'exportation, se sont montrés beaucoup plus bénéfiques au cours des années 1994-1995 comparativement aux années antérieures.

Avec plus de douze milliards[18] de rentrées, ils se situent à un niveau largement supérieur à ce qu'il était historiquement . Entre la période de 1993 et 1995, les taxes à l'importation ont varié respectivement comme suit 21,4% et - 10,3%, ce qui traduit comme dans le cas des impôts sur la consommation, une régression des niveaux d'importation et donc par conséquent du pouvoir d'achat, tout cela étant lié à la baisse de l'activité économique.

[17] OCDE: Financement du déficit budgétaire et contrôle monétaire, in série "Etude monétaire", Paris 1982, p.107
[18] MPDR : Economie Burundaise 1994-1995 p.59

II.2.3. financement par emprunt.

Selon Parguez (1987), l'emprunt est un procédé qui permet de se procurer des ressources en promettant aux souscripteurs qui les apportent volontairement divers avantages tels que le paiement d'intérêts et un remboursement futur.
Parmi les procédés employés pour couvrir les dépenses publiques, l'utilisation de l'emprunt a fait l'objet de nombreuses discussions doctrinales. Si, en fait, ce mode de financement a toujours tenu une place importante dans l'alimentation des caisses publiques, il faut que sa justification soit toujours présentée de la même manière.

En effet, le recours à l'emprunt a besoin de justification. S'il présente un grand avantage de permettre de collecter des ressources importantes sans imposer dans l'immédiat de gros sacrifices; il a l'inconvénient d'engager l'avenir,soit par les transferts obligatoires des revenus qu'il implique, soit par la pression qu'il exerce en faveur de la monnaie pour diminuer le poids de la dette.

L'ensemble des emprunts émis à des dates différentes sous des formes variées et non encore remboursés constituent la dette publique au sein de laquelle il faut distinguer la dette intérieure et la dette extérieure. La dette intérieure est constituée par des emprunts émis sur le marché national. C'est le caractère national de l'émission qui est pris en considération même si les titres sont souscrits par des étrangers. La dette extérieure est constituée par des emprunts émis sur des marchés étrangers. L'emprunt extérieur apparaît comme moyen de reporter dans l'avenir la charge d'une dépense actuelle.

II.3. Financement extérieur.

Au sens le plus large, le financement est un transfert de pouvoir d'achats entre agents économiques. Si ces derniers sont des résidents des pays différents, le financement est dit" international" ou "extérieur ".[19]

Au lendemain de l'indépendance, les dirigeants burundais ont vivement ressenti le besoin de doter rapidement le pays d'un certain nombre d'infrastructures de base pour le développement.

Cette exigence de développement nécessitait une mobilisation importante de capitaux . Etant donné l'insuffisance de l'épargne intérieure et de capitaux extérieurs non créateurs de dette, le seul moyen possible de financement a été le recours à l'emprunt extérieur.

La dette commence à peser lourd sur l'économie du pays depuis la dernière décenie et soulève de plus en plus d'inquiétude.

En effet, le financement extérieur se présente sous forme des tirages sur emprunts extérieurs, des investissements directs étrangers et des dons.

II.3.1. Les tirages sur emprunts extérieurs.

Les autorités économiques empruntent des capitaux étrangers de façon soutenue en vue d'augmenter le taux de croissance et de stimuler l'économie.

Au BURUNDI, le recours aux capitaux étrangers est nécessaire parce qu'il existe un déficit de ressources intérieures du fait que les besoins d'investissement dépassent l'épargne intérieure. Les emprunts constituent donc un apport en devises et servent à équilibrer la balance de paiement.

Avant de recourir aux banques commerciales étrangères pour obtenir des prêts, le BURUNDI emprunte d'abord auprès des organismes internationaux et

[19] Marc RAFFINOT: La dette des tiers monde, Paris, La Découverte, 1993, p.5

des pays amis qui sont des sources de financement extérieur les moins coûteuses.

La part des emprunts extérieurs affectée à l'administration publique diminue d'une année à l'autre au profit des entreprises productives. Cela est appuyé par les mesures inscrites dans le Cadre de Programme d'Ajustement Structurel, dans l'espoir de pouvoir exporter plus et récolter plus de devises afin d'assurer le service de la dette. Malheureusement, les exportations restent dominées par le café et le thé dont les prix, fixés à l'étranger, diminuent du jour au lendemain tandis que le service de la dette est en pleine explosion.

Le BURUNDI tend actuellement à stimuler les investissements étrangers et cherche encore plus de dons pour financer les investissements.

II.3.2. Les investissements directs étrangers.

La dépendance du Burundi vis-à-vis des ressources extérieures est devenue inévitable à cause de l'insuffisance de l'épargne intérieure considérée comme la seule source de financement interne.

Les pays en voie de développement considèrent les investissements étrangers comme étant une solution du problème de la menace que constitue la dette extérieure. Ce rythme de l'évolution de la dette extérieure est devenu inquiétant à tel enseigne que les autorités ont senti la nécessité d'encourager les investissements privés tant internes qu'étrangers. Les investisseurs étrangers apportent des capitaux et ceux-ci constituent une source de recettes en devises après exportation, ce qui nous permet d'affirmer qu'ils ont une contribution importante dans la diminution de la dette extérieure . En outre, ils apportent les nouvelles technologies, contribuent aux externalités favorables pour les entreprises locales, et en achetant des biens et services locaux, ils accroissent le revenu national.

II.3.3. Les dons.

On entend par dons les recettes sans contrepartie, non remboursables, qui proviennent des Gouvernements étrangers et des Organismes Internationaux. Le rôle primordial des dons est celui de diminuer les déficits budgétaires plutôt que de les financer. Il paraît clairement au niveau du budget consolidé que le déficit base engagements et hors dons est plus prononcé que le déficit base engagements.

Il est d'usage de distinguer les dons courants qui sont effectués pour couvrir des dépenses courantes (ou pour servir à des fins générales ou indéterminées), des dons en capital destinés à des fins d'investissement. Mais il importe également de signaler qu'à part les dons en capital et les dons courants, il existe une autre catégorie des dons en nature. Cette catégorie des dons a beaucoup accru depuis la crise que connaît le Burundi depuis Octobre 1993.

Les dons reçus des différents bailleurs sont à un niveau très bas depuis les années 1994, alors qu'ils étaient en moyenne de 18 milliards de FBU entre 1990 et 1993; ils oscillent actuellement autour de 6 milliards de FBU entre 1994 et 1995. En effet, suite à cette crise socio-politique, les différents donateurs se sont progressivement retirés, et l'enveloppe dons s'est petit à petit rétrécie. La faiblesse des dons au niveau des recettes totales est aujourd'hui un élément de plus qui aggrave le niveau du déficit budgétaire.

Vu que les dons extérieurs occupent une place de choix au niveau des recettes publiques, il revient à l'Etat de tenter un rapport avec ses partenaires, d'orienter sa politique plus vers les dons que les crédits afin d'éviter dans le futur des coûts élevés de service de la dette et d'investir à moindre frais.

A part tout cela, nous allons à partir du tableau des financements du déficit dégagé la part des financements tant internes qu'externes dans le

financement total. Mais montrons d'abord le rôle des dépenses et des recettes dans la réduction du déficit budgétaire.

II.4. Le rôle respectif des dépenses et des recettes dans la réduction du déficit budgétaire.

Comme, il est vrai que la montée continue des dépenses courantes et des dépenses en capital ne peut laisser apparaître un déficit budgétaire important malgré la part accrue des recettes budgétaires, selon Mathis, Monchy et Rocca (1986) dans Economie des politiques publiques, la réduction des dépenses entraîne une réduction du revenu et donc, à pression fiscale constante une réduction des recettes publiques.

Mais cette réduction des recettes est plus faible que la réduction des dépenses, parce que, pour eux des valeurs réalistes du multiplicateur de dépenses publiques, le produit du taux de pression fiscale par le multiplicateur est inférieur à l'unité.

La liaison entre les dépenses publiques et moyens de financement est un des points délicats de la théorie des finances publiques. Ce domaine présente la particularité d'avoir vu se développer des groupes de théories indépendamment les unes des autres, d'un côté sur les recettes, de l'autre sur les dépenses, l'antériorité revenant aux études sur la fiscalité et l'emprunt. L'articulation théorique entre les recettes et les dépenses publiques demeure un sujet de recherche largement ouvert. Il n'existe pas de corps théorique complet qui serait utilisable pour la longue période[20].

Dans l'optique classique, les dépenses ont l'antériorité sur les recettes. Une thèse voisine soutient que le développement économique suscite l'apparition d'un écart entre dépenses et recettes fiscales qu'on pourrait

[20] André GRJEBINE, La politique économique, Editions du seuil, Février 1991,p.107

interpréter comme un retard des recettes, qui se résorberait progressivement par suite du développement économique. La croissance économique élargit les capacités contributives et engendre des occasions d'imposition " *les tax handles*" ou leviers fiscaux évoqués par Musgrave[21].

Dans le rôle respectif que doit jouer les recettes et les dépenses dans la stabilisation du déficit budgétaire, nous noterons que le déficit ou l'excédent budgétaire est calculé comme la différence existant entre l'ensemble des dépenses (y compris les prêts, déduction faite des remboursements) et l'ensemble des recettes (y compris les dons).

En effet, c'est grâce à l'accroissement très sensible des recettes et des dons que le pays est parvenu à comprimer son déficit global.

Mais l'introduction de la réforme budgétaire ne semble pas avoir permis la réussite de la politique restrictive budgétaire du moins pour la plupart des années, les dépenses courantes n'ont fait que continuer à croître.

II.5. La part de chaque type de financement dans le financement total du déficit budgétaire.

Nous constatons en général que le financement tel qu'il ressort dans les tableaux de l'opération globale de trésorerie montrent la prépondérance de la part de financement extérieur par rapport au financement intérieur.

A titre d'illustration, nous utilisons le budget consolidé et son financement de (1988 à1995) . Le constat est que la part du financement extérieur a progressivement diminué après la crise et ne s'élève qu'à 138,1% en 1992; 107,5'% en 1993; 79,2% en 1994 et 63,3% en 1995. Mais avant que la

[21] Robert DELORME & CHRISTINE André, L'Etat et l'économie: un essai d'explication de l'évolution des dépenses publiques en France 1870-1880,p.108

crise n'éclate en 1993, la part du financement extérieur augmentait de 82,7% en 1988 à 183% en 1991 par rapport au financement total.

Concernant le financement intérieur pour la période (1993-1995), le système bancaire a joué un rôle exceptionnellement important. Ce phénomène ne pourrait être sans risque pour une économie aussi fragile que celle du Burundi pendant cette période s'il tend à se généraliser puisque la création monétaire accroît davantage le niveau de l'inflation.

Bref, le financement extérieur reste prépondérant au niveau du financement total.

En effet, le financement intérieur s'amenuise progressivement, ce qui reflète une situation dangereuse en général des dépenses énormes qui seront consacrées aux remboursements à la fois des intérêts et du principal.

Tableau n°9: Financement du déficit (en millions de Fbu).

Années	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Financement du déficit caisse	-15365.5	-7581.4	-10339.3	-5828.2	12648.7	11566.3	10149.3	8066.1
Financement extérieur (net)	12718.9	11485.6	11059.7	10662.7	17462.1	12434.2	8039.2	5108.7
Tirages	15887.0	15217.2	15072.1	14618.5	21514.1	16713.7	12822.9	10069.9
Tirages CAS	3144.3	3985.9	4204.6	4182.1	6390.5	3597.2	497.7	1266.2
.Autres	1493.8	11231.3	10867.5	346.3	0.0	0,0	0,0	0,0
.Amortissement	3168.4	3731.6	4012.4	3955.8	4052.0	4279.5	4783.7	4961.2
Financement intérieur (net)	1503.0	-4236.0	-1305.6	-2616.3	-3661.0	- 1778.7	272.5	2522.2
.Système bancaire	-2029.0	-2340.4	-2096.3	-776.3	-2273.7	- 1018.5	274.5	1172.5
.Système non-bancaire	3532.0	-1895.6	790.7	-1840.0	-1387.3	- 706.2	- 2.0	1349.7
Erreurs et ommissions	1143.6	332.0	585.2	-2218.2	-1152.4	910.8	1837.6	435.2
PIB au prix du marché (prix courants)	171426.2	193751.8	192731.5	209949.9	233717.1	234764.8	286547.9	309953.7
.Déficit (engagement) en %	-7.6	-2.7	-5.0	-2.7	-5.4	- 4,4	-4.6	- 2.7
.Déficit (engagement&hors dons)	-9.7	-9.0	-13.2	-11.5	-13.7	- 13,0	- 6.5	- 4.6
Schéma de financement	92.5	95.6	94.3	138.1	109.1	92,1	81.9	94.6
% financement extérieur	82.7	151.5	106,9	183	138.1	107.5	79.2	63.3
%financement intérieur	9.8	-55.9	-12.6	-44.9	-28.9	-15.4	2.7	31.3

Source : Tableau élaboré par les auteurs à partir du tableau du budget consolidé et son financement tiré dans l'Economie Burundaise 1992-1993 ,1994-1995 .

CHAPITRE III : ESTIMATION ECONOMETRIQUE.

Dans les années qui ont suivi la seconde Guerre Mondiale, sous l'impulsion de la pensée keynésienne, les politiques de relance économiques ont été mise en oeuvre. Il s'agissait d'annihiler les crises et d'assurer ainsi la croissance et le plein-emploi, en limitant l'inflation. Keynes préconisait d'utiliser l'arme budgétaire pour combattre le chômage et redresser l'économie.

En effet,cette politique de relance budgétaire s'inscrit généralement dans un programme keynésien de stimulation de la demande globale, destinée à favoriser la croissance et à lutter contre le chômage. Pour ce fait, notre étude basée sur une estimation économétrique, consiste à analyser l'efficacité d'une telle politique au Burundi.

Section I : Le modèle théorique d'analyse.

Le modèle théorique qui sera spécifié est celui emprunté à Nelson et Singh (1994). Ils ont formulé ce modèle de régression en se basant sur la littérature théorique élaborée par différents auteurs comme Harrod (1948,1969) et Domar (1946,1957), Solow (1970), Hicks (1965), Kuznets,Chenery et Strout (1988), Chemery et Lucas (1988), pour estimer les effets du déficit budgétaire et autres variables macroéconomiques sur le taux de croissance du PIB.

L'équation utilisée pour estimer le rapport entre la croissance du PIB et les variables macroéconomiques est de cette forme :

$GGDP = ß_0 + ß_1 D + ß_2 GREV + ß_3 ME + ß_4 INFL + ß_5 DUMMY + e.$

Où

GGDP = Le taux de croissance économique.

D = Le déficit gouvernemental .

GREV = Le taux de croissance des recettes publiques.

ME = Le taux de croissance de la monnaie.

INFL = Le taux d'inflation de l'indice du prix de consommation des ménages.

DUMMY = Variable dichotomique pour montrer la période de crise ou pas

e = Le terme d'erreur.

Section II : Spécification des variables.

- Le déficit budgétaire "D".

Le déficit budgétaire correspond à une situation où les dépenses définitives sont supérieures aux recettes définitives (essentiellement fiscales). C'est une variable comme nous allons le voir qui présente un lien empirique avec la croissance du produit intérieur brut. L'hypothèse formulée ici, est que le déficit budgétaire est un instrument de relance de l'activité économique.

Les travaux de Keynes ont mis en évidence la possibilité d'agir sur la conjoncture économique par une manipulation du solde du budget de l'Etat. En période de sous-emploi,le gouvernement peut relancer l'activité économique en mettant son budget en déficit; inversement , en période de surchauffe

économique, on réduira le déficit budgétaire, voire on recherchera un excédent pour lutter contre les tensions inflationnistes naissantes (plans de stabilisation français de 1958, 1963 ou 1969 par exemple).

En effet, la thèse Keynésienne préconise que pour lutter contre le chômage, une relance de l'activité économique par le déficit budgétaire peut prendre deux formes: une augmentation des dépenses publiques et une diminution des impôts, le multiplicateur de dépenses publiques (1/1-c) étant plus élevé que le multiplicateur fiscal (c/1-c).

Inversement, en situation d'inflation on recherchera l'excédent budgétaire.

Cette hypothèse a été soutenue par les auteurs comme Eisner et Pieper (1986) qui ont fait un travail sur les déficits budgétaires vis-à-vis de la croissance aux Etats-unis et d'autres pays de l'Organisation pour la Coopération Economique et le Développement (OCDE). En utilisant un très simple modèle de croissance, ces pays montrent un effet positif des déficits sur les taux de croissance du produit national brut pour les Etats-Unis ainsi que pour beaucoup de pays membres de l'OCDE.

Eisner (1989) soutient le point de vue Keynésien selon lequel les déficits stimulent de façon significative l'activité économique agrégée.

Utilisant les données des Etats-Unis pour plusieurs années, Eisner (1986,1989) trouve que les déficits ont été positivement liés au produit national brut et à la croissance de ses composantes telle que la consommation et l'investissement.

Etant donné le chômage, le sous-emploi de la force humaine et autres ressources dans les pays en voie de développement, Nelson et Singh (1994) ainsi que les décideurs politiques soutiennent que le financement du déficit serait un outil effectif pour promouvoir la croissance économique . La politique fiscale si elle est maintenue, elle aiderait ces pays à investir dans des infrastructures dont on a grandement besoin et dans d'autres projets de développement économique .

Selon Heilbroner et Bernstein (1989), "Un déficit public utilisé pour financer des investissements publics est la meilleure manière d'accroître les revenus des ménages et des entreprises et, parconséquent, leur épargne . Les déficits finançant des investissements n'évincent pas l'épargne mais la génèrent".

En outre, le lien déficit-croissance a été théoriquement analysé dans le contexte des économies en voie de développement Rao (1953), dans son récit, il démontre que l'impact inflationniste des déficits budgétaires des Etats dans les pays en voie de développement dépend d'un nombre de conditions qui prévalent dans l'économie. Les plus importantes de ces conditions sont les politiques des gouvernements envers l'investissement public.

Néanmoins, cette politique de relance de l'activité économique préconisée par Keynes présente des effets pervers qui ont fait l'objet d'une remise en cause théorique systématique qui a ébranlé ses fondements mêmes.

Compte tenu de ce qui précède, il y a des cas contraires où le signe du déficit budgétaire n'est pas déterminé à priori.

- Le taux de croissance des recettes gouvernementales"GREV".

Les recettes gouvernementales déterminent la taille de l'Etat. Leur niveau dépend de la variation des dépenses et des recettes publiques. Pour faire varier ces deux agrégats, le gouvernement utilise des mesures de la politique budgétaire.

Cependant la politique budgétaire est utilisée dans les programmes de dépenses et recettes dans le but d'atteindre certains objectifs de la politique notamment le plein-emploi, réduire l'inflation et la croissance. Elle affecte donc l'activité économique.

Dans son étude de l'efficacité des instruments de politique monétaire et budgétaire sur l'activité économique des pays Africains, Ubogu (1985) trouve que la politique budgétaire a exercé une plus grande influence sur les variations de l'activité économique seulement dans quatres pays sur quinze examinés qui sont surtout des pays à faible revenu .
Le coefficient de la variable représentant l'action de cette politique est positif et le test-statistique est significatif à 95%. Cette politique a un effet positif sur le niveau de l'activité économique.

Les mêmes résultats ont été trouvés par Bynoe (1994) dans son étude de l'influence de la politique monétaire et budgétaire sur l'activité économique dans les pays africains. L'influence de la politique budgétaire dans certains pays s'est averée positive.

Partant de ces investigations empiriques, nous vérifions si l'action de la politique budgétaire a une influence positive sur la croissance de l'économie burundaise.

- Le taux de croissance de la monnaie "Me".

La masse monétaire est l'objet central de la politique monétaire . Elle comprend l'ensemble des moyens de règlement à la disposition des agents économiques.

En effet, la politique monétaire regroupe l'ensemble des actions visant à influencer les niveaux de l'activité et des prix par l'intermédiaire du montant et du coût de la monnaie. Elle détermine l'évolution de l'activité économique.

Johnson (1962) et Patat (1986) définissent la politique monétaire comme une politique qui utilise le contrôle de l'offre de la monnaie par la banque centrale, comme un instrument de réalisation de certains objectifs de la politique économique générale.

Dans son document, Ubogu (1985) considère la politique monétaire comme un essai de contrôle de l'offre de monnaie et la disponibilité des crédits par les autorités monétaires d'un pays, pour influencer le niveau d'activité économique.Cependant, la politique monétaire a pour objectif de contrôler l'offre de monnaie pour assurer une croissance économique désirée et stable.

Selon Greffe (1987), les objectifs de la politique monétaire sont a priori les mêmes que ceux de la politique économique : lutter contre l'inflation , assurer le plein-emploi des ressources et la stabilité de l'économie, défendre l'équilibre externe, permettre un bon fonctionnement des marchés, etc. Mais en tant que champ spécifique, la politique monétaire doit soit ajouter d'autres objectifs par exemple le contrôle des crises de liquidités des agents, soit modifier la quantité de monnaie ou son prix, repères par rapport aux quels se posera le choix et le maniement des instruments.

Partant de ces littératures économiques, nous pouvons dire que la politique monétaire affecte le niveau de l'activité économique. Pour notre analyse, comme Bynoe l'a dit en 1994, nous escomptons que les mesures monétaires exerceront une influence positive sur la croissance économique.

- Le taux d'inflation "I" .

L'inflation, ou accroissement continu du niveau des prix, n'est en fait rien d'autre que la dépréciation de l'argent au fil du temps. Plus concrétement, le phénomène d'érosion monétaire se traduit par une perte de pouvoir d'achat.

Selon Houte (1994), la hausse continue des prix n'est pas sans danger. On est persuadé que l'inflation non anticipée est un cancer s'attaquant à l'économie. Il suffit de songer aux effets dévastasteurs de l'hyperinflation. Même dans des circonstances moins extrêmes, l'inflation reste néfaste. Si le pourcentage de la

hausse des prix était parfaitement prévisible, il pourrait en principe être incorporé dans toute décision économique et il n'y aurait dès lors guère de problème. L'inflation est toute fois rarement stable. L'incertitude qu'elle entraîne est, en fait, son principal danger.

Par ailleurs, l'inflation accroît à plus long terme le coût réel du capital et décourage les investissements. Une hausse imprévue constitue néanmoins une bonne nouvelle des débiteurs qui voient leur dette et leur charge d'intérêts se dévaloriser. Les Etats fortement endettés ont dès lors plutôt tendance à stimuler l'inflation afin d'alléger leur endettement.

Le taux d'inflation est donc une variable qui influence la croissance du produit national brut. Beaucoup d'auteurs se sont intéressés à analyser le lien existant entre la croissance du PNB et l'inflation et l'on peut regrouper leurs points de vue en deux hypothèses.

La première hypothèse soutenue par les auteurs comme Tobin et Mundell (1981) stipule que l'inflation conduit à un faible taux d'intérêt et à cause des ajustements,partant des équilibres monétaires à l'investissement. Cela a pour conséquence, qu'on pourrait s'attendre qu'une inflation anticipée très élevée peut conduire à un investissement réel et ainsi entraîner une croissance accélérée.

Selon Hanson (1980), une relation significative existe entre la croissance et l'inflation imprévue. Ce résultat est plus solide que ceux obtenus dans les études de Barro (1974,1979) sur les inflations en Amérique latine; un taux d'inflation inattendu de 10% provoque environ une croissance de 1% dans certains pays.

De même Hanson et Lucas (1973) ont formulé l'hypothèse que le niveau du revenu est une fonction de l'inflation inattendue, du revenu initial et la tendance du temps (le court, le moyen ou le long terme). Cette forme de croissance implique que les augmentations de croissance sont atteintes à travers les changements des prix imprévus. Dans le cas d'une inflation inattendue et

rapide, ses valeurs antérieures semblent mieux jouer dans la détermination de la croissance du revenu que les variables de croissance monétaire utilisées par Lucas (1973) et Barro (1978).

Selon Hanson (1980), dans ce genre de cas, l'explication est que l'inflation antérieure est enfin de compte un bon moyen de prévoir la croissance monétaire; peut-être à cause de la politique gouvernementale de la balance des paiements affectée par l'inflation antérieure qui est imparfaitement corrélée avec la croissance monétaire passée.

Des travaux de Phelps (1973) ont permis d'établir une relation entre le revenu et l'inflation en s'appuyant sur l'offre. Les offreurs augmentent (ou diminuent) la production au-dessus (en dessous) de sa tendance normale quand les prix tournent mieux (ou pire) que prévu. Cet argument est souvent appliqué; en effet , quand les salaires sont plus élevés que prévus, des montants des salaires au dessus de la valeur normale sont distribués, et le revenu augmente plus vite que la tendance normale, parce que les travailleurs cherchent à tirer profit de bons salaires.

Sargent et Wallace (1973) ont montré que l'usage de l'inflation antérieure peut être rationnel en particulier quand le gouvernement finance un taux de dépenses réelles par la création monétaire.

Une autre hypothèse concurrent à la première assez longuement commentée, est fournie par des modèles d'anticipations d'après Ghura (1995). Dans de tels modèles, l'inflation anticipée diminue l'accumulation du capital et en conséquence la croissance.

Dans la même logique, selon Tsiang (1983), le taux d'inflation affecte négativement l'efficience économique pour les raisons suivantes:

- 1° D'abord, en augmentant les perturbations des prix relatifs à l'inflation pourrait provoquer des difficultés dans la planification efficiente de la production, et partant la productivité en souffre;

- 2° Ensuite, l'inflation accompagnée par les contrôles gouvernementaux conduit à de très faibles taux d'intérêts.

Cette situation à son tour conduit à la fausse supposition que les capitaux deviennent bon marché et à leur usage improductif; en dessous de l'équilibre, des taux d'intérêt accompagnés par une inflation très élevée pourraient détourner le flux d'épargne à partir des institutions financières vers des investissements dans les immeubles;

- 3° Enfin, sous le régime de taux de change fixe largement adopté par les pays en voie de développement, l'inflation surévalue la monnaie nationale et conduit à une perte de la compétivité internationale; les conséquences sont la stagnation des exportations et le déséquilibre de la balance des paiements.

Considérant ces opinions des auteurs combien divergentes, nous ne pouvons pas connaître a priori le signe du coefficient de l'inflation dans le modèle de croissance économique que nous allons étudier.

Section III : Estimation du modèle de croissance économique.

La recherche et traitement des données.

Les données utilisées pour cette étude ont été tirées essentiellement :

- d'un document de Caviezel & Fouga (1989),
- De quelques publications complémentaires de :

i) l' ISTEEBU

ii) Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction,

iii) la BRB.

Ces données couvrent la période 1975 inclue à 1995 inclue et sont annuelles. Les valeurs de certains agrégats macroéconomiques peuvent différer, quoique légèrement , selon la source consultée.

En outre, on aurait aimé utiliser les données trimestrielles dans la mesure où les prix peuvent varier rapidement soit au gré des vendeurs et/ou spéculateurs soit selon les pénuries etc. Si l'on a utilisé les données annuelles, c'est que pour la période sous étude, ces données sont disponibles alors que pour les séries trimestrielles, il est des années où ces dernières font défaut.

Pour l'estimation du modèle on a utilisé les taux de croissance ou des ratios par rapport au PIB des différentes variables estimées dans l'équation. Ces taux de croissance ont été calculés après avoir ramené les données du PIB et celles de l'indice des prix de consommation des ménages sur une même base, la base 80. Les différents calculs effectués pour obtenir ces moyennes sont les suivants:

1°) GGDP = 100 x (GDP- GDP(-1))/ GDP (-1)

2°) D = 100 x D/PIB

3°) ME = 100 x (M_1 - M_1 (-1))/M_1 (-1)

4°) GREV = 100 x REV/PIB

5°) INFL = 100 x (i PIB - i PIB (-1))/i PIB (-1)

Où:

GDP = taux de croissance économique,

REV = recettes totales de l'Etat,

M_1 = offre de monnaie,

i PIB = indice des prix du PIB.

Pour la variable DUMMY, il suffit de mettre le chiffre 1 pour la période de crise (1993-1995) et le zéro dans le cas contraire.

Tableau des résultats de l'estimation et des tests .

Paramètre	Valeur estimée	T- statistique	Probabilité critique
β_0 constante	2,5648534	1,5082595	0,154
β_1	0,2667174	0,9555146	0,356
β_2	-0,0234544	-0,2498960	0,806
β_3	0,2863161	4,6857459	0,000
β_4	-0,3123515	-5,9820580	0,000
β_5	-7,2629187	-6,4116813	0,000

$R^2 = 0,816199.$

$\bar{R} = 0,737426$

D-W =2,089424

F-Test =10,36152

$\rho = - 0,8416360$

Le modèle a été corrigé par la méthode de Cochrane- Orcutt.

- Interprétation des résultats.

- Le déficit budgétaire "D".

Nos anticipations sur le signe du déficit n'étaient pas concluantes.

Eisner(1989) soutient aussi la thèse Keynésienne selon laquelle les

déficits stimulent de façon significative l'activité économique . Le taux de croissance du PIB est influencé positivement par les déficits budgétaires dans le cas du Burundi.

En effet, le coefficient de la variable " D" a un signe positif. Mais il est non significatif suite à son taux de statistique faible.

Un accroissement de 1% du déficit " D" provoque une augmentation de 0,2667% du taux de croissance de PIB.

- **Le taux de croissance des recettes gouvernemetales " GREV ".**

L'hypothèse de base émise est que la politique budgétaire a un effet positif sur la croissance économique, telle soutenue par Ubogu (1985) et Bynoe (1994) dans leurs études pour certaines pays d'Afrique.

Les résultats trouvés pour nos régressions montrent que cette variable a une relation négative avec le taux de croissance du PIB réel . Son coefficient est négatif et non significatif . Un accroissement de 1% du " GREV " entraîne une diminution de 0,0234 du taux de croissance .

- **Le taux de croissance de la monnaie " Me ".**

Les résultats trouvés nous révèlent que la politique monétaire a un effet positif sur la croissance économique. La présente évidence a été également soutenue par Ubogu (1985) et Bynoe (1994) dans leurs études axées sur l'analyse de l'influence des politiques budgétaires et monétaires sur l'activité économique de certains pays d'Afrique .

En effet, le coefficient de cette variable est significatif à un degré de confiance de 99%.

Un accroissement de 1% du taux de croissance de la monnaie provoque une augmentation de 0,2863 du taux de croissance du PIB réel . Le coefficient affecté à cette variable est positif .

Les résultats escomptés au départ pour le taux de croissance de la monnaie (M_1) ont été trouvé après les régressions.

Au Burundi, la politique monétaire est un instrument de régulation de l'activité économique.

- **Le taux d'inflation " INFL ".**

Dans les hypothèses, nous avons exprimé deux hypothèses qui nous ont privé le droit de nous prononcer sur la tendance positive ou négative de cette variable " INFL" sur le taux de croissance du PIB. Des auteurs comme Barro (1974), Tobin et Mundell (1981), Lucas (1973), Hanson (1980) soutiennent que l'inflation peut exercer un effet positif sur le taux de croissance du PIB réel, lorsque cette dernière est inattendue .

D'autres comme Ghura (1995), Tsiang (1983) défendent le fait que le taux d'inflation peut avoir un effet négatif sur le taux de croissance du PIB réel.

Les résultats de l'estimation nous permettent de nous prononcer sur le caractère de l'influence de la variable " INFL" sur le taux de croissance du PIB réel au Burundi. En effet, le coefficient est significatif à un degré de confiance de plus de 99%. Un accroissement de 1% du taux d'inflation provoque une diminution de 0,3123 du taux de croissance du PIB réel. Cette variable provoque une diminution du taux de croissance du PIB réel parce que nous constatons que dans notre équation de régression, le coefficient affecté à l'inflation est négatif.

Le signe négatif du taux d'inflation " INFL" confirme l'hypothèse de Ghura (1995), Tsiang(1983). Au Burundi, l'inflation anticipée diminue l'accumulation du capital et par conséquence la croissance économique.

Conclusion.

Au terme de cette étude de la problématique du financement du déficit budgétaire et ses effets sur la croissance, il nous appartient d'en dégager les lignes maîtresses pouvant nous guider dans la recherche des solutions aux problèmes posés.

Le budget défini comme étant l'instrument qui permet à l'Etat de mettre en oeuvre son plan de développement à moyen terme en vue d'amener l'économie à atteindre son objectif à plus long terme qui est l'amélioration du niveau de vie des populations; couvre généralement une période d'un an. Il établit le programme complet des dépenses que l'Etat a l'intention d'effectuer, ainsi que les sources de financement nécessaires pour réaliser ce programme qui englobe les dépenses ordinaires, en capital ou à des fins de développement .

En effet, l'évolution budgétaire au Burundi est marquée par des déficits fréquents dûs à un accroissement des dépenses publiques. En général, nous constatons que les dépenses budgétaires sont financées par les recettes fiscales et les dons d'autres Etats ou d'organisations internationales. Si le programme des dépenses correspond tout juste aux recettes et dons dont dispose l'Etat, comme Great Britain en1999, nous pouvons alors parler de "budget équilibré". Cependant, le plus souvent, les recettes fiscales et les dons ne couvrent pas les dépenses. Cet excès des dépenses par rapport aux recettes et dons disponibles constitue ce que l'on appelle communément le déficit budgétaire. Pour financer ce déficit budgétaire, les gouvernements ont l'habitude de recourir à l'emprunt soit auprès de l'économie nationale, soit auprès du reste du monde, ou à la création monétaire .

Il est courant de voir, dans la persistance d'un déficit budgétaire important, l'endettement extérieur croissant, la faiblesse de l'épargne, autant de

signes qu'un pays "vit au-dessus de ses moyens ". Nous entendons par là que le déficit budgétaire a pour effet :

1°) d'encourager la consommation au-delà de ce que l'économie est à même de produire. D'où l'excès des importations sur les exportations;
2°) d'évincer l'épargne nécessaire au financement des investissements;
3°) Ce faisant, de condamner ce pays à l'endettement extérieur pour financer une consommation excessive et compenser une épargne nationale insuffisante.

Comme le budget du Burundi est toujours voté en déficit, la question posée comme première hypothèse était de savoir si les déficits budgétaires ont coïncidé avec des dépenses gouvernementales de gaspillage, de lourdes bureaucraties et d'autres politiques non productives. Mais à l'aide de nos analyses empiriques, cette hypothèse n'est pas vérifiée. Les dépenses gouvernementales ne sont pas de gaspillages puisque nous trouvons un coefficient positif du déficit.

La deuxième question que nous nous sommes posée découle de cette première. En effet avec la première hypothèse, nous admettons que les déficits n'ont pas coïncidé avec des politiques non-productives. En partant des différentes argumentations faites au sujet de la nécessité de l'équilibre budgétaire, nous concluons que le déficit n'est pas toujours bon car on peut réaliser l'équilibre budgétaire au détriment des objectifs fondamentaux ou pas . Autrement dit, on peut le réaliser l'économie ayant été ruinée ou pas.

Pour les PVD comme le Burundi, l'important est que l'Etat varie ses recettes et ses dépenses de sorte que les principaux objectifs économiques tels que la stabilité du prix, le plein-emploi, la croissance du produit national et la croissance économique soient atteints. Mais, si nous entrons dans le vif du sujet,

grâce à une analyse des effets du déficit sur la croissance économique burundaise (à travers un modèle économétrique), nous avons pu constater, que les déficits stimulent de façon significative l'activité économique.

Recommandations.

On s'aperçoit que les marges de manoeuvre des gouvernements en matière de politique budgétaire sont de plus en plus étroites. De ce fait, nous essayons de dégager quelques recommandations qui pourraient s'avérer utiles aux dirigeants dans leur recherche de la manière de résoudre (ou de réduire) les problèmes que posent le déficit budgétaire et son financement :

- Tout d'abord le gouvernement devrait chercher à accroître le revenu fiscal, en s'intéressant particulièrement aux ressources qui s'avèrent élastiques par rapport au revenu.
- Toutes dépenses non affectées à des fins de développement devraient être réduites au minimun jugé nécessaire au fonctionnement de l'administration.
- Les politiques monétaires et budgétaires doivent être utilisées efficacement pour soutenir les mesures visant à accroître la productivité et la production .
- Le solde des finances publiques doit être utilisé comme instrument actif de la politique économique.

Les dépressions dans les économies modernes sont provoquées par une insuffisance de la demande globale, par le sous-emploi des moyens de production.

Le déficit budgétaire, par les moyens qu'il procure, peut contribuer à la relance : politique de grands travaux. Il peut aider à sortir du marasme et permettre à l'économie de décoller.

BIBLIOGRAPHIE.

A.. Ouvrages généraux.

1. DE BOISSIEU C. : Principes de politique économique, Economica, Paris, 1980, p.651

2. DE BRUYNE P. : Politique et gestion des finances publiques congolaises, Vander, Louvain, 1969,p.245

3. DELORME R. & CHRISTINE A. : L'Etat et l'économie : un essai d'explication de l'évolution des dépénses publiques en France,1870-1880, Seuil, 1983, p.757

4. DUVERGER M. : Finances publiques , PUF, Paris, 1978, p.674

5. EISNER R. : How real is the federal Deficit? The free press, New York, 1986

6. GAUDEMET P.M. : Finances publiques, Edition Monchretien, Paris, 1977,p.532

7. GREFFE X. : - La politique économique: programmes, instruments, perspectives, Economica, Paris, 1987,p.570
-Principes de politique économique, Paris, Economica, 1989,p.286

8. GRJEBINE A. : La politique économique, Editions du Seuil, Février 1991,p.221

9. LALUMIERE P. : Les finances publiques, Editions Armand Colin, Paris, 1983,p.543

10. LOIC P. : Les principes généraux des finances publiques et le budget, Editions Cujas, Paris,1977,p.371

11. PATAT J.P. : Monnaie, institutions financières et politique monétaire, Economica Paris, 4ème édition, 1987, p.454

12. RAFFINOT M. : La dette des tiers mondes; Paris: La Découverte, 1993,p.128

13. REVOL R. & ETIENNE J. : La dissertation économique, Armand colin,Paris,1994, p.189

14. REISEN H. & TROISENBURG A.V. : La dette des pays en développement : le problème budgétaire et la question du transfert.., Paris:OCDE,1988,p.211

15. TOBIN J. et MUNDELL R. : Monetary theory: Inflation, interest and growth in world economy, Pacific Palisades, California; Good Year Publishing, 1971.

16.VINAY B. : Economie monétaire, Editions Armand Colin, Paris, 1968.

B. Articles de revues.

1. BARRO R.J. : Unanticipated money, out put, and price level in USA, Journal of Political Economy, Vol 86, n°4, August 1978, pp.549-580

2. BYNOE A. J. : Monetary and fiscal influences on economic activity in African countries, African Review of Money, Finance and Banking, 1994,pp.97-107

3. EISNER R. et PIEPER P.J.: Dette et déficit gouvernementaux: mesures et effets, Annales d'Economie et de Statistique, n°3, 1987.

4. EISNER R.: Budget déficits : rhetoric and reality, Journal of Economic Prospectives,Vol.3, n°2, printemps 1989,p.73-93.

5. GHURA D. : Macropolicies, external forces, and economic growth in Sub-Saharian Africa, Economic Development and Cultural Change
Vol.43,n°4,July 1995,pp 759-778.

6. HANSON L. : The short-run relation between growth and inflation in Latin America : A quasi rational or consistent expectations approach, American Economic Review.vol.70, n°5, December 1980, pp 972-989.

7. HEILBRONER R.L. and BERNSTEIN B.J. : The debt and the deficit, Norton publishers, 1989, Etats-Unis.

8. JOHNSON : Monetary theory and policy, American Economic Review, Vol.52, n°3, June 1962, pp.335-384.

9. KARRAS G.: Macroeconomic effects of budget deficits : Further international evidence, Journal of International Money and Finance, 1994, n°13, pp 190-210.

10. KINYUA A. : Les implications macro-économiques du financement des déficits budgétaires par l'emprunt . Analyse des Nouvelles Financières , Centre Africain d'Etudes Monétaires. Vol 6, n°1, Janv 1993, pp22-33 .

11. LUCAS R.E. : Some international evidence on out put inflation tradeoffs, American Economic Review, vol .63, n°3, June 1973, pp226-334.

12. NCUBE A. et SENALTA L. : Les éléments fondementaux de la politique budgétaire dans les pays africains, Analyse des Nouvelles Financières, Centre Africain d'Etudes Monétaires vol.6, n°1, Janvier 1993, pp 1-21.

13. NDENZAKO.J; NZIRORERA C. et MAREGEYA C: Le financement du déficit budgétaire et l'évolution des taux d'intérêt au Burundi, Revue de l'Institut de Développement Economique du Burundi, Vol 1, n°1, Septembre 1997, pp1-22.

14. NELSON A. et SINGH D. : The deficit-growth connection : Some recent evidence from developing countries, Economic Development and Cultural Change, vol 43, n°1, October 1994,pp167-191.

15. NZIRORERA C. : Effets du processus inflationniste sur l'évolution du déficit budgétaire au Burundi, Revue de l'Institut de Développement Economique du Burundi, Vol.2, n°1, Mars 1998.pp.21-48

16. PARGUEZ A. : La monnaie, les déficits et la crise : dans le circuit dynamique, l'effet d'éviction est un mythe, Economies et sociétés. Cahiers de l'ISMEA n°6 Tome XXIV, 1987, pp 129-140.

17. PHELPS E.: Money, wage dynamics and Labor market equilibrium, Journal of Political Economy, August 1973, Part II, 76, pp678-711.

18. PIGOU A.. : A study in public finance,Mac Millan London, 1947.

19. RAO V.K.R.V. : Deficit financing; capital formation and price behaviour in an under-developed economy, Indian Economic Review 1, n°3, February 1953, pp55-91.

20. SARGENT T. and WALLACE N. : Rational expectations and the dynamics of hyperinflation, International Economic Review, June 1973, Vol 14, pp 3280-3250.

21. TSIANG V. : Theories of inflation in less developed countries, Paper prepared for the conference on inflation in East Asian countries, Taïwan, May 1983, pp20-22.

22. UBOGU R.E : Potency of monetary and fiscal policy instruments on economic activities of African countries, Savings and Development, n°4, 1985, IX, pp441-457.

23. WARNER R. : Réduction des déficits budgétaires et contraintes politiques, Problèmes Economiques , n°2424, 17mai 1995, pp12-13.

C. Cours et mémoires.

1. BASHIKIRE Damien : La problèmatique du financement du développement: Une réfléxion sur l'économie Burundaise. BUJumbura, FSEA,Février 1991.

2. KAMIKAZI Marie-Louise : L'équilibre budgétaire et la dette extérieure au Burundi. Bujumbura, FSEA, Février 1993.

3. MBOYO BOBOTE Maurice : Réformes fiscales et tarifaires dans le processus de stabilisation budgétaire au Burundi, Bujumbura, Février 1997.

4. MPITABAKANA Philippe : Essai d'analyse de la demande de monnaie : "cas du Burundi", Bujumbura, Février 1997.

5. NDABAMBALIRE Sylestre. : Cours de Finances Publiques, Bujumbura, FSEA, année académique 1986-1987. Ière licence.

6. NGARAMBE Jean : Cours de Politique Economique , Bujumbura , FSEA, année académique 1995-1996, Ière licence.

7. NTUNGA Bonaventure : Les problèmes de financement du déficit budgétaire au Burundi, Bujumbura, FSEA, Février 1993.

8. NZIRORERA Cyriaque : Cours de Finances Publiques, FSEA , Ière licence, année académique 1995-1996.

D. Documents divers.

1. HOUTE P.V : Faut-il craindre un retour de l'inflation, in Bulletin Financier, n°2285.Août 1994. p.1-7.

2. Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction : Economie Burundaise: 1979,1983,1984,1985,1990,1991,1992-1993,1994-1995.

3. Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction : Séminaire sur l'introduction au cadrage macro-économique. Bujumbura, 19 et 20 Décembre 1996.

LES VARIABLES UTILISEES DANS LA REGRESSION.

Obs.	GDP80	PIBC	IPIB8	M1	DEFICIT	REV
1975	69757,29	32671,70	46,83	3406,20	95,80	3463,10
1976	75462,93	39327,10	52,11	5012,30	-170,10	5465,30
1977	82595,97	48139,40	58,28	5980,20	-889,50	7988,00
1978	86981,73	55314,30	63,59	8203,60	1056,10	8822,40
1979	89158,44	72488,50	80,03	9120,60	2384,50	11082,30
1980	82775,30	89357,80	100,00	10437,80	1276,60	12448,70
1981	92843,60	87214,50	93,90	12137,00	2846,10	12480,40
1982	91865,50	91169,40	99,30	11388,20	1965,80	13612,60
1983	95278,50	100657,60	105,60	13626,60	4135,60	12787,10
1984	95426,30	118169,70	123,70	14504,40	3479,50	17187,70
1985	106671,20	138790,80	130,10	18092,50	4521,90	19044,30
1986	111138,30	137194,60	124,50	19667,50	3623,70	23113,90
1987	116198,70	139804,00	120,00	19220,10	5017,80	20756,10
1988	121883,70	151964,50	124,50	19689,80	15365,50	24760,70
1989	123691,80	176742,80	143,10	20434,10	7581,20	43808,40
1990	128020,90	192731,50	153,10	21921,30	10342,30	44870,30
1991	134806,00	209949,90	158,00	24926,60	5828,20	54310,90
1992	137232,50	233717,10	172,90	27602,90	12648,70	57588,30
1993	134625,10	234764,80	185,10	30176,30	11566,30	58382,50
1994	128214,40	286547,90	213,88	39635,80	10149,30	47800,70
1995	123878,6	309953,70	256,59	39544,50	8066,10	50349,20

Obs :Période d'observation.
GDP80 : Produit intérieur brut déflatée.
PIBC : Produit intérieur brut aux coûts des facteurs.
IPIB : Indice des prix.
M1 : Offre de monnaie.
REV : Recettes totales de l'Etat.

LS // Dependent Variable is GGDP
Date: 9-04-1998 / Time: 18:45
SMPL range: 1974 - 1995
Number of observations: 22

VARIABLE	COEFFICIENT	STD. ERROR	T-STAT.	2-TAIL SIG.
C	6.8651062	3.9927198	1.7194060	0.104
INFL	-0.3678325	0.1070431	-3.4363017	0.003
ME	0.1026450	0.0709565	1.4465916	0.166
GREV	-0.0761000	0.2114722	-0.3598582	0.723
D	-0.1971408	0.4342897	-0.4539384	0.656

R-squared	0.463396	Mean of dependent var	2.763941
Adjusted R-squared	0.337137	S.D. of dependent var	4.994428
S.E. of regression	4.066284	Sum of squared resid	281.0893
Durbin-Watson stat	2.074985	F-statistic	3.670186
Log likelihood	-59.24058		

LS // Dependent Variable is GGDP
Date: 9-04-1998 / Time: 18:45
SMPL range: 1975 - 1995
Number of observations: 21
Convergence achieved after 6 iterations

VARIABLE	COEFFICIENT	STD. ERROR	T-STAT.	2-TAIL SIG.
C	2.5648534	1.7005384	1.5082596	0.154
INFL	-0.3123515	0.0522147	-5.9820580	0.000
ME	0.2863161	0.0611036	4.6857459	0.000
GREV	-0.0234544	0.0938565	-0.2498960	0.806
D	0.2667174	0.2791348	0.9555146	0.356
DUMY	-7.2629187	1.1327635	-6.4116813	0.000
AR(1)	-0.8416360	0.1663039	-5.0608304	0.000

R-squared	0.816199	Mean of dependent var	2.946570
Adjusted R-squared	0.737426	S.D. of dependent var	5.041931
S.E. of regression	2.583582	Sum of squared resid	93.44858
Durbin-Watson stat	2.089424	F-statistic	10.36152
Log likelihood	-45.47304		